01.qxp_Mise en page 1 16/11/2026 11:20 PM Page1



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÛRETÉ NATIONALE, ALI BADAOUI, L'A AFFIRMÉ HIER

LE CYBERESPACE EST DEVENU UN TERRAIN D'AFFRONTEMENT IMPACTANT DIRECTEMENT LA SÉCURITÉ NATIONALE ET L'ÉCONOMIE DES ETATS

● *Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture d'un Séminaire national intitulé "Prévention des cybermenaces: utilisation de l'intelligence artificielle comme modèle", M. Badaoui a indiqué que l'organisation de cette rencontre "intervient en réponse aux profondes transformations que connaît le monde numérique et aux risques et menaces qui en découlent et qui touchent différents secteurs vitaux, le cyberespace étant devenu un terrain d'affrontement majeur impactant directement la sécurité nationale et l'économie des Etats".*

P. 3

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Dimanche 7 Joumada El tani 1448 – 17 novembre 2026 N° 1432 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix

RETOUR SUR LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE L'OUVERTURE DE L'ANNÉE JUDICIAIRE

LA DROGUE EST UNE VRAIE MENACE POUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LA SOCIÉTÉ, CONFIRMENT DES EXPERTS



Des experts ont salué la teneur du discours prononcé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'ouverture de l'année judiciaire, concernant les tentatives d'inonder l'Algérie de drogues et de cibler sa jeunesse, soulignant que le fait qu'il qualifie ce phénomène de "véritable guerre" reflète une conscience de haut niveau quant à l'ampleur des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale et la cohésion du tissu social de l'Algérie.

P. 3

CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE

ANTONIO GUTERRES APPELLE À UNE ACTION MONDIALE CONTRE LA FRAUDE

● *Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, alerte sur la progression rapide de la fraude, devenue l'une des formes de criminalité organisée transnationale les plus répandues. Il appelle à une mobilisation internationale pour protéger les victimes et lutter contre les réseaux criminels qui en sont à l'origine.*



P. 7

RECENSEMENT DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Mme NAÂMA PRÉSIDE UNE RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL MULTISECTORIEL

● *En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et dans le cadre du suivi de l'état d'avancement de l'opération de recensement du foncier économique, la ministre déléguée chargée des Collectivités locales, Fouzia Naama, a présidé, sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, une réunion du groupe de travail multisectoriel chargé de la coordination et du suivi de cette opération.*

P. 4

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LE CHERCHEUR INNOVANT 2027

LANCEMENT DU PORTAIL NUMÉRIQUE DÉDIÉ À LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES

● *Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé le lancement du portail numérique dédié à la réception des dossiers de candidature pour l'édition 2027 du "Prix du président de la République pour le chercheur innovant", organisé sous le slogan "Innovons aujourd'hui pour construire l'Algérie de demain".*

P. 2

ACTUALITÉS NATIONALES

MÉMOIRE NATIONALE

UN DICTIONNAIRE POUR PRÉSERVER LES MOTS DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, a ouvert lundi à Alger une conférence scientifique consacrée au Dictionnaire linguistique de la Révolution algérienne. Des universitaires, des historiens et des représentants d'institutions officielles y ont participé.

Par Halim Derdar

Organisée par l'Académie algérienne de la langue arabe, en partenariat avec le ministère, cette rencontre s'inscrit dans les commémorations du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération nationale. Elle se tient également dans le cadre des Assises nationales sur la mémoire et l'histoire, organisées sous le patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

À l'ouverture, le ministre a rappelé que les ateliers organisés par son ministère avec d'autres institutions avaient recommandé la création de dictionnaires spécialisés sur la mémoire et l'histoire. Il a notamment cité une conférence consacrée aux notions nationales liées à ces deux domaines.

Le nouveau dictionnaire vient compléter des travaux déjà réalisés, dont le Dictionnaire encyclopédique de la terminologie de la Révolution algérienne 1954-1962, préparé par le défunt moudjahid Abdelmalek Mortadh, et le Guide



des termes de la Révolution de libération algérienne 1954-1962, publié par le ministère.

Pour Abdelmalek Tacherift, ce projet réunit la langue, l'histoire de la lutte nationale et la mémoire collective. Il a souligné que les mots employés par les Algériens pendant la Révolution faisaient partie intégrante de leur combat pour la libération.

Le ministre a également insisté sur la nécessité de recueillir ces mots et expressions, d'en expliquer le sens et de préciser dans quelles circonstances ils étaient utilisés. Ce travail doit aider à préserver la mémoire nationale, à la protéger contre les déformations et l'oubli, puis à la transmettre aux générations futures. Il a appelé le ministère et l'Académie à poursuivre leurs échanges afin de mettre en place un accord de coopération. L'objectif est de rapprocher les compétences linguistiques, historiques et scientifiques pour mieux documenter le patrimoine national.

Le président de l'Académie, Cherif Meribai, a salué le projet. Selon lui, le dictionnaire permettra de conserver la mémoire et de recenser les termes liés à l'expérience algérienne dans les domaines politique, militaire, diplomatique, médiatique et culturel. Ces termes ont notamment contribué à faire connaître la cause algérienne à l'étranger.

Abdelhamid Hima, président du comité scientifique de la conférence, a expliqué que cette rencontre visait à faire revivre la mémoire nationale grâce au dictionnaire. Des chercheurs universitaires y ont présenté des communications sur les dimensions linguistiques, historiques, culturelles et éducatives du projet.

H.D

CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'E-PARLEMENT 2026 À BRUXELLES

LE CONSEIL DE LA NATION Y PREND PART

Le Conseil de la nation prendra part, les 17 et 18 novembre courant, à la Conférence mondiale sur l'e-Parlement 2026, prévue dans la capitale belge, Bruxelles, indique lundi un communiqué du Conseil.

"Chargé par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, le président de la commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation, et membre du groupe de travail sur la science et la technologie de l'Union interparlementaire (UIP), M. Kamel Khelifati, prendra part aux travaux de cette conférence mondiale, placée sous le thème: "Faire progresser la démocratie et renforcer les parlements grâce à la transformation numérique", précise la même source.

Organisée par l'Union interparlementaire (UIP) et le Parlement européen, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette conférence vise à "renforcer les capacités des parlements en matière de transformation numérique, à travers l'échange de cadres pratiques et le partage d'expériences entre pairs", selon la même source. A cette occasion, les participants pourront prendre connaissance de "stratégies applicables dans les domaines de la cybersécurité, de la gouvernance numérique, de la résilience, de la bonne gestion des données et de leur durabilité, ainsi que de l'inclusion numérique, tout en développant des réseaux internationaux et en favorisant la coopération", conclut le communiqué.

RA

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LE CHERCHEUR INNOVANT 2027

LANCEMENT DU PORTAIL NUMÉRIQUE DÉDIÉ À LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé le lancement du portail numérique dédié à la réception des dossiers de candidature pour l'édition 2027 du "Prix du président de la République pour le chercheur innovant", organisé sous le slogan "Innovons aujourd'hui pour construire l'Algérie de demain", indique lundi un communiqué du ministère.

Les candidatures sont ouvertes à l'ensemble des innovateurs, des chercheurs et des personnes s'intéressant à la recherche scientifique et à l'innovation, précise la même source.

La période de dépôt des dossiers se poursuit jusqu'au 16 janvier 2027 via le lien suivant: https://algerianpresidentaward.dz .

Le Jury du prix évaluera les dossiers déposés du 01 février au 16 mars 2027. Les lauréats seront annoncés le 16 avril prochain, à l'occasion de la Journée du Savoir (Yaoum El Ilm), ajoute le communiqué.

"Ce prestigieux prix constitue une occasion exceptionnelle de valoriser les projets innovants et les idées pionnières à impact socio-économique, avec des récompenses financières incitatives atteignant 5.000.000 DA pour le lauréat du premier prix", conclut le communiqué.

R.A

PREMIÈRE ÉDITION DES OLYMPIADES AFRICAINES DES MÉTIERS 2026

BRAHIM MERAD PRÉSIDE À ORAN LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, a présidé, lundi soir à la salle omnisports du complexe olympique "Miloud-Hadefi" d'Oran, la cérémonie d'ouverture des Olympiades africaines des métiers.

Ont assisté à la cérémonie d'ouverture de cette manifestation professionnelle, organisée sous le haut patronage du président de la République, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CJS), Mustapha Hidaoui, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, ainsi que des ministres chargés de la formation professionnelle de plusieurs pays africains et le wali d'Oran, Brahim Ouchene.

RA

HATPLC

SESSION DE FORMATION AU PROFIT DES GREFFIERS ET DES FONCTIONNAIRES DES CORPS COMMUNS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a organisé, à l'Ecole nationale des personnels des greffes (ENPG), au niveau de l'annexe d'El Harrach (Alger), une session de formation au profit des greffiers et des fonctionnaires des corps communs du ministère de la Justice, indique lundi un communiqué de l'instance. Organisée en coordination avec le ministère de la Justice, cette session de formation s'inscrit dans le cadre des efforts de la HATPLC visant à "renforcer les capacités des agents publics et à développer leurs connaissances en matière de prévention et de lutte contre la corruption", précise la même source. Cette session a été animée par le président de l'instance chargée de l'investigation à la HATPLC, M. Merouane Ben Rahmoun, qui a présenté une communication sur le cadre juridique et institutionnel adopté en matière de prévention et de lutte contre la corruption. Il a, dans ce cadre, passé en revue les missions et les prérogatives de l'Autorité ainsi que son rôle dans le renforcement du système d'intégrité et de transparence, en mettant en avant les mécanismes juridiques et institutionnels y afférents, selon communiqué.

R.A

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 0557 47 75 21
0771 72 76 32
0666 85 58 70
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

RETOUR SUR LE DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DE L'OUVERTURE DE L'ANNÉE JUDICIAIRE

LA DROGUE EST UNE VRAIE MENACE POUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LA SOCIÉTÉ

Des experts ont salué la teneur du discours prononcé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'ouverture de l'année judiciaire, concernant les tentatives d'inonder l'Algérie de drogues et de cibler sa jeunesse, soulignant que le fait qu'il qualifie ce phénomène de "véritable guerre" reflète une conscience de haut niveau quant à l'ampleur des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale et la cohésion du tissu social de l'Algérie.



Dans ce cadre, Khadidja Mouslim, spécialiste en droit pénal international, a salué l'intérêt particulier que le président de la République accorde à la protection de la jeunesse contre le fléau de la drogue, soulignant que l'Algérie "dispose de mécanismes juridiques nationaux et internationaux lui permettant de protéger sa sécurité et sa jeunesse contre le fléau de drogues issues du trafic transfrontalier" et qu'elle peut recourir à tous les moyens pour poursuivre les réseaux criminels et tarir les sources de ce dangereux fléau. L'Algérie est engagée dans de nombreuses conventions internationales et divers traités diplomatiques qui lui permettent de "mettre en application les lois et les dispositions du droit international pour protéger sa sécurité et sa stabilité, partant du principe que le trafic illicite de drogues constitue l'une des principales formes de la criminalité organisée transfrontalière", a-t-elle rappelé. Elle a également estimé que l'Algérie peut user de son poids politique et diplomatique ainsi que son expérience sécuritaire et juridique pour concrétiser ces objectifs, en s'appuyant sur ses expériences pionnières en matière de criminalisation internationale et de lutte contre le crime organisé transfrontalier, comme elle l'a fait auparavant pour faire criminaliser le paiement de rançons aux groupes terroristes.

L'Algérie dispose du droit légitime de se défendre et d'agir pour contrer les parties qui tentent de la déstabiliser, a-t-elle soutenu.

Pour sa part, Ahmed Mizab, expert et chercheur en géopolitique et en questions sécuritaires, a indiqué que les déclarations du président de la République concernant la gravité des tentatives d'inonder l'Algérie de drogues et la possibilité d'aller jusqu'à cibler les sources de leur production, traduisent "un changement qualitatif" dans la manière de faire face à ce phénomène, passant de la lutte contre le crime transfrontalier à "la riposte à une menace stratégique ciblant la sécurité nationale et les capacités humaines de l'Etat, avec en tête les jeunes".

D'un point de vue stratégique, "le plus dangereux dans le trafic de drogues n'est pas seulement le volume des substances toxiques en circulation, mais aussi la nature des réseaux organisés, les parties qui se trouvent derrière eux et les moyens financiers, logistiques et de renseignement dont ils disposent pour affaiblir les Etats de l'intérieur", a indiqué M. Mizab, soulignant l'importance de faire face à cette guerre ciblant la jeunesse algérienne, à travers le tarissement des sources d'approvisionnement, le démantèlement des structures logistiques et financières et la neutralisation des capacités opérationnelles des réseaux criminels transfrontaliers. Il a relevé que le message essentiel véhiculé par les déclarations du président de la République consistait à souligner que "la protection des jeunes n'est plus une simple responsabilité sociale ou sanitaire, mais constitue désormais une composante fondamentale du système de défense et de sécurité nationales, car cibler les jeunes par la drogue revient à s'attaquer directement au capital humain, à la stabilité sociale et à la sécurité nationale dans ses dimensions futures". De son côté, le président de l'Académie de la jeunesse algérienne, Samir Bouaziz, a relevé que les propos du président de la République sur la gravité de la guerre ciblant l'Algérie et sa jeunesse, à travers les tentatives d'inonder le pays de drogues, "nous placent face à une réalité qu'il ne faut pas sous-estimer, à savoir que l'Algérie fait face à une menace qui dépasse le cadre de la criminalité organisée pour toucher à la sécurité de la société, à l'avenir des générations montantes et à la stabilité de l'Etat". Il a considéré que la possibilité de recourir à de nouvelles méthodes pour lutter contre cette menace, telle qu'évoquée par le président de la République, notamment en ciblant les sources de fabrication de drogues et leur financement ainsi que les réseaux de trafic, "confirme que la riposte ne doit pas se limiter à l'interception des cargaisons et à la poursuite des trafiquants à l'intérieur des frontières, mais doit s'étendre au démantèlement des réseaux à l'origine de cette guerre organisée et à la consécration du droit de l'Etat à défendre sa sécurité et sa société". Dans le même contexte, il a ajouté que cette bataille "exige fermeté et rigueur ainsi que la mobilisation de tous les moyens juridiques et sécuritaires pour faire face au commerce illicite de stupéfiants et aux réseaux de criminalité organisée", soulignant que la protection de la jeunesse algérienne "demeure une responsabilité nationale partagée qui appelle tout un chacun à s'impliquer dans les efforts nationaux visant à lutter contre ce fléau par tous les moyens légitimes".

R.A

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SÛRETÉ NATIONALE, ALI BADAOUI, L'A AFFIRMÉ HIER

LE CYBERESPACE EST DEVENU UN TERRAIN D'AFFRONTEMENT IMPACTANT DIRECTEMENT LA SÉCURITÉ NATIONALE ET L'ÉCONOMIE DES ETATS

Le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a affirmé, lundi à Alger, que le cyberespace était devenu un terrain d'affrontement majeur impactant directement la sécurité nationale et l'économie des Etats.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture d'un Séminaire national intitulé "Prévention des cybermenaces: utilisation de l'intelligence artificielle comme modèle", M. Badaoui a indiqué que l'organisation de cette rencontre "intervient en réponse aux profondes transformations que connaît le monde numérique et aux risques et menaces qui en découlent et qui touchent différents secteurs vitaux, le cyberespace étant devenu un terrain d'affrontement majeur impactant directement la sécurité nationale et l'économie des Etats".

"Conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser les institutions de l'Etat et à renforcer leurs capacités en matière de ressources humaines, il a été procédé à la création de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA) et de l'Ecole nationale supérieure de cybersécurité (ENSCS), dans une démarche importante pour former des élites hautement qualifiées dans ces deux domaines vitaux et mettre leurs compétences au service de la sécurité nationale et des intérêts supérieurs du pays", a-t-il ajouté.

L'intégration de la thématique de l'intelligence artificielle "reflète l'importance de cette technologie moderne dans le développement des méthodes de prévention des cybermenaces, au regard de ses capacités avancées en matière de traitement et d'analyse des données et des informations", a souligné le même responsable.

De son côté, le directeur de l'ENSCS, M. Mohamed Amine Riahla, a précisé, dans son intervention, que l'intelligence artificielle "a besoin de la cybersécurité pour protéger ses données et ses modèles, de même que la cybersécurité a besoin de l'intelligence artificielle pour renforcer ses capacités de détection et d'enquête sur les cybercrimes".

Dans le même sillage, le représentant du Service de la cyberdéfense et de la surveillance de la sécurité des systèmes relevant de l'Armée nationale populaire (ANP) a évoqué "le rôle central de l'intelligence artificielle dans le domaine de la cybersécurité", mettant en lumière "les méthodes de son exploitation par les organisations criminelles dans l'ingénierie sociale automatisée, l'hameçonnage (phishing) et le développement de logiciels malveillants, afin de mener des cyberattaques à grande échelle et d'en décupler la puissance, allant jusqu'à manipuler des modèles avancés et à contourner leurs mécanismes de sécurité".

Les acteurs de la cyberdéfense doivent "intégrer impérativement l'intelligence artificielle pour automatiser la détection des failles de sécurité, accélérer la réponse aux incidents et faire face à une menace devenue de plus en plus autonome, rapide et difficile à identifier", a-t-il soutenu.

Les travaux de cette rencontre qui se tiennent à l'Ecole supérieure de police Ali-Tounsi jusqu'à mercredi, visent à permettre aux participants de développer leurs connaissances techniques et leurs compétences professionnelles, de manière à renforcer la préparation opérationnelle des services spécialisés de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

R.A

ACTUALITÉS NATIONALES

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-AMÉRICAINE

SONATRACH ET KBR VEULENT RENFORCER LEUR PARTENARIAT DANS LES HYDROCARBURES

Sonatrach et la société américaine KBR envisagent de développer leur coopération dans le secteur des hydrocarbures, notamment dans les domaines de l'ingénierie, des nouvelles technologies et de la réalisation de projets industriels. Cette perspective a été au centre d'une rencontre, tenue lundi par visioconférence, entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et Jay Ibrahim, responsable du secteur des solutions technologiques durables au sein de KBR, indique un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi



Les échanges ont principalement porté sur les moyens de renforcer la présence de l'entreprise américaine en Algérie et de l'associer davantage aux projets de développement et d'investissement du groupe Sonatrach. Les deux parties ont notamment évoqué les possibilités de collaboration dans l'ingénierie, la gestion des projets et l'utilisation de technologies avancées pour accompagner la modernisation du secteur des hydrocarbures.

Dans ce cadre, KBR pourrait apporter son expérience et ses compétences techniques pour améliorer le fonctionnement des installations de Sonatrach, augmenter les capacités de production de pétrole et de gaz et développer les activités pétrochimiques. La coopération envisagée vise également à mieux exploiter les ressources nationales et à renforcer les capacités industrielles du pays.

Les discussions ont aussi porté sur les technologies permettant de rendre les activités industrielles plus respectueuses de l'environnement. Les deux parties ont ainsi examiné les possibilités de réduire la consommation énergétique, de limiter les émissions de carbone et d'introduire de nouvelles techniques de production d'ammoniac dans les installations de Sonatrach. Un autre point important concerne le projet de KBR de renforcer durablement son implantation en Algérie, notamment à travers la création éventuelle d'une structure locale spécialisée dans l'ingénierie et la gestion de projets. Cette initiative permettrait de mobiliser les compétences algériennes, de favoriser le transfert de connaissances et de technologies et de donner davantage de place aux entreprises et aux ressources nationales dans les projets énergétiques et industriels.

Prenant la parole à cette occasion, Mohamed Arkab a insisté sur l'importance de développer des partenariats à long terme avec les grandes entreprises internationales. Il a souligné que ces accords doivent avant tout apporter des bénéfices concrets à l'économie nationale, notamment grâce au transfert de technologies, au partage de l'expérience et à la formation des compétences algériennes. Le ministre a également appelé KBR à renforcer sa collaboration avec Sonatrach et à saisir les possibilités d'investissement offertes par l'Algérie. Il a notamment cité l'exploration et le développement des ressources pétrolières et gazières, la pétrochimie, l'ingénierie, la gestion des projets et les technologies industrielles de pointe.

De son côté, Jay Ibrahim a confirmé l'intérêt de KBR pour le marché algérien. Il a exprimé la volonté de son entreprise de mettre ses compétences en ingénierie et ses solutions technologiques au service des programmes de développement de Sonatrach, tout en participant à la réalisation de projets stratégiques. Il a également réaffirmé la disponibilité de KBR à construire une coopération durable avec les entreprises algériennes, en accordant une attention particulière au transfert de technologie et au renforcement des compétences locales.

Y.H

RECENSEMENT DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Mme NAÂMA PRÉSIDE UNE RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL MULTISECTORIEL

En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et dans le cadre du suivi de l'état d'avancement de l'opération de recensement du foncier économique, la ministre déléguée chargée des Collectivités locales, Fouzia Naama, a présidé, sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, une réunion du groupe de travail multisectoriel chargé de la coordination et du suivi de cette opération, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

La réunion s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, des walis de Constantine et de Mostaganem, du secrétaire général de la wilaya d'Alger, ainsi que des représentants des différents secteurs concernés.

Cette réunion a été consacrée à "l'examen de l'état d'avancement de l'opération de recensement du foncier économique dans les wilayas d'Alger, de Constantine et de Mostaganem, à l'identification des différents obstacles et difficultés enregistrés lors de sa mise en œuvre, ainsi qu'à l'étude des voies à même d'y remédier et de les surmonter", précise le communiqué.

Cette rencontre a également constitué une occasion de renforcer la coordination entre les différents secteurs et les autorités locales et d'unifier les efforts, en vue de garantir le bon déroulement de cette opération et son parachèvement conformément aux objectifs fixés, permettant ainsi de maîtriser les données relatives au foncier économique et de le valoriser au service des exigences du développement et de l'investissement, ajoute la même source.

RE

FINANCEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LES MÉCANISMES DE LA PROCÉDURE

La ville d'Oran a abrité, lundi, une journée d'information consacrée aux mécanismes de financement des projets d'investissement proposés par le Groupe de la Banque mondiale. Cette rencontre, organisée par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), a réuni des responsables et des experts du Groupe de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (SFI), ainsi que des opérateurs économiques et des représentants d'institutions nationales.

Cette rencontre vise à faire connaître les différents mécanismes de financement mis à la disposition des projets d'investissement par les institutions financières internationales, à présenter les opportunités de coopération et de partenariat avec le secteur privé, ainsi qu'à clarifier les conditions d'accès à l'accompagnement financier et technique proposé par ces organismes.

Dans son allocution d'ouverture, le délégué régional de l'Ouest du Conseil du renouveau économique algérien, Mohamed Amine Tazi, a souligné l'importance de cette rencontre pour rapprocher les entreprises algériennes des institutions financières internationales et ouvrir un espace de dialogue direct autour des opportunités de financement disponibles.

Il a précisé que l'organisation de cette journée d'information vise essentiellement à rapprocher les points de vue et à favoriser l'échange d'expertises et d'expériences.

Dans des déclarations à la presse en marge de la rencontre, M. Tazi a également estimé que l'efficacité du financement dépend de son adéquation avec la nature de l'activité économique et les délais de réalisation des projets.

Il a insisté sur l'importance d'orienter les investissements vers le renforcement de l'intégration industrielle, la valorisation des ressources locales, l'utilisation des solutions d'intelligence artificielle, l'investissement dans la formation, ainsi que la modernisation de la gouvernance des entreprises familiales afin de garantir leur pérennité. De son côté, Ary Naim, directeur du département Afrique du Nord et Corne de l'Afrique à la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, a présenté les différentes formes de coopération proposées au secteur privé.

Il a notamment mis en avant le financement de projets d'investissement structurants à forte valeur ajoutée, ainsi que l'accompagnement technique destiné aux entreprises souhaitant développer leurs activités et élargir leurs investissements. Le responsable a également évoqué les atouts économiques, humains et infrastructurels dont dispose l'Algérie et qui lui permettent d'attirer les investissements.

Pour sa part, la représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale en Algérie, Haji Bay Oglou Ceren, a indiqué que la délégation du Groupe de la Banque mondiale et de la Société financière internationale effectuera des visites auprès d'entreprises et d'unités de production dans les wilayas d'Oran, de Bechar et de Tlemcen. Ces visites permettront de prendre connaissance des activités des opérateurs économiques dans les secteurs des industries de transformation et des services.

A cette occasion, les participants ont également suivi la projection d'un documentaire intitulé "L'Algérie aujourd'hui : des atouts économiques prometteurs", mettant en lumière les transformations économiques qu'a connues l'Algérie durant la période allant de 2020 à 2025, ainsi que les efforts déployés pour élargir la base productive, diversifier l'économie et renforcer les capacités des secteurs hors hydrocarbures.

Le documentaire a également abordé les investissements consacrés à la sécurisation des ressources vitales et à l'accompagnement de l'expansion de l'activité économique, notamment dans le domaine de la sécurité hydrique. Il a ainsi présenté l'évolution des capacités de dessalement de l'eau de mer et les efforts visant à accroître sa contribution à la satisfaction des besoins nationaux en eau potable. Les travaux de cette journée d'information ont également été ponctués par des interventions techniques animées par des responsables de la Société financière internationale, portant notamment sur les thèmes suivants: "La coopération avec la Société financière internationale dans le domaine industriel en Afrique", "La gouvernance des entreprises familiales : des grands enjeux de la transmission intergénérationnelle aux meilleures pratiques".

R.E

ACTUALITÉS NATIONALES

ORAN

LES UNIVERSITÉS SE MOBILISENT POUR L'ENTREPRENEURIAT

Les universités d'Oran ont lancé depuis hier la semaine de l'entrepreneuriat, avec au programme des conférences, des ateliers pratiques, des concours et des expositions destinés à encourager les étudiants à créer leurs propres projets et à innover, et cela se poursuivra jusqu'au 30 novembre.

Par Hamida Indja



Les écoles et universités de la wilaya d'Oran célèbrent depuis hier cet événement mondial en préparant un grand programme d'activités comprenant des conférences pour apprendre et échanger, des ateliers de formation et des concours, dans le but de stimuler l'esprit d'entreprise et l'innovation chez les étudiants. Pour cela, les trois universités d'Oran — l'université Oran 1 « Ahmed Benbella », l'université des sciences et de la technologie « Mohamed Boudiaf » (USTO-MB) et l'université Oran 2 « Mohamed Benahmed » — ont élaboré des programmes riches et variés pour célébrer cet événement mondial, qui témoigne de la volonté et du plan du pays pour encourager les nouvelles idées et la création de projets à l'université, l'objectif étant d'aider les étudiants, les professeurs et tous les porteurs de projets à mieux connaître l'entrepreneuriat et de renforcer les liens entre l'université, le monde économique et la société. Ainsi, l'université Oran 1 a préparé un programme spécial avec des journées de sensibilisation et d'information, des portes ouvertes pour découvrir les aides de l'université, des expositions de projets étudiants, des rencontres avec des créateurs d'entreprises et des diplômés ayant réussi, ainsi que des ateliers pratiques pour apprendre à trouver de bonnes idées, à utiliser de nouvelles méthodes de travail comme le design thinking, le lean startup et le business model canvas, et à étudier le marché, afin d'aider les participants à acquérir de vraies compétences et à transformer leurs idées en projets rentables et viables. De son côté, l'USTO-MB a programmé plusieurs conférences sur « l'écosystème entrepreneurial algérien » et sur le passage « Du prototype au business : innover, entreprendre, transformer », une table ronde sur le lien « Université-entreprise : transfert technologique et prestations de services », ainsi qu'un concours pour les projets innovants. L'université Oran 2 propose quant à elle plusieurs conférences et réunions sur l'entrepreneuriat et l'innovation, des expositions de produits nouveaux et de start-up, des ateliers sur des thèmes précis et des challenges pour trouver des idées de projets et innover. Cette grande fête de la science est organisée sous le slogan « De la participation à l'excellence, culture de l'innovation, parcours d'accompagnement et impact durable » et se poursuivra jusqu'au 30 novembre.

H I

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À CONSTANTINE

L'ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITÉ DES AGRICULTEURS AU CŒUR DES PRIORITÉS

Par Ali Boudefel

L'importance de renforcer l'accompagnement technique de proximité des agriculteurs, en particulier des jeunes, a été soulignée hier à Constantine lors d'un séminaire régional intitulé « Les assurances agricoles, moyen efficace pour la gestion des risques et la réalisation de la sécurité alimentaire ».

Selon Djamel Amari, directeur des risques agricoles à la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), cet accompagnement vise à améliorer la productivité, à garantir la pérennité des activités agricoles et à moderniser le secteur, en mobilisant des experts agréés en agronomie et en médecine vétérinaire. Il a expliqué qu'un bon suivi et un encadrement technique de proximité permettront aux jeunes porteurs de projets d'adopter de nouvelles technologies et des méthodes culturales modernes, de mieux gérer l'eau, les engrais, les semences et les sols, ce qui contribuera à accroître les rendements, notamment pour les productions stratégiques. Cette rencontre, destinée aux céréaliculteurs des wilayas de Constantine, d'Oum El Bouaghi et de Guelma, s'inscrit dans une série de rencontres régionales de vulgarisation et d'orientation initiées par la direction générale de la CNMA. Elle vise à rapprocher les services des assurances agricoles des agriculteurs, en particulier les céréaliculteurs, et à renforcer la culture de l'adhésion au système de protection sociale. L'objectif est d'augmenter le nombre d'adhérents et de faire connaître les prestations et avantages offerts par la caisse, tout en assurant la continuité des exploitations, a indiqué Amar Manaâ, directeur de la CRMA de Constantine. Ce dernier a précisé que la rencontre a porté principalement sur l'explication des mécanismes et méthodes d'assurance agricole et d'indemnisation des pertes dues aux maladies et à divers sinistres comme la grêle et les incendies. Parmi les thèmes débattus figuraient également l'assurance des matériels agricoles, la prévention des risques agricoles et la couverture sociale, ainsi que l'affiliation à la sécurité sociale pour sécuriser les revenus face aux aléas climatiques. Les participants, notamment les représentants des filières agricoles et les agriculteurs présents, ont profité de l'occasion pour soulever plusieurs préoccupations et poser des questions sur les modalités d'adhésion, les conditions de bénéfice des nouvelles prestations et les mécanismes de régularisation des situations administratives et financières des affiliés. Des céréaliculteurs des wilayas de Constantine, de Guelma et d'Oum El Bouaghi ont pris part à cette rencontre régionale, qui a réuni divers acteurs et partenaires du secteur, dont des cadres des CRMA, des présidents des Conseils interprofessionnels des filières céréales et légumes secs, ainsi que des représentants de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et des associations agricoles.

A.B

ACTUAL

RELIZANE

LA CNAS SENSIBILISE SUR LE CANCER DE LA PROSTATE

L'agence de wilaya de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Relizane a lancé, hier, une campagne d'information et de sensibilisation sur le cancer de la prostate et l'importance de son dépistage précoce, dans le cadre de la campagne "Novembre Bleu", dédiée à la prévention de cette maladie.

Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir la culture de la prévention sanitaire et à lutter contre les maladies non transmissibles, notamment les cancers. Elle s'inscrit également dans le programme annuel de la CNAS en matière de prévention et de sensibilisation à la santé, a indiqué à l'APS Samia Houari, responsable de la cellule d'écoute et de communication de l'agence de wilaya.

Cette initiative vise à sensibiliser davantage les hommes à l'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate, considéré comme un moyen essentiel de détecter la maladie à ses premiers stades et d'améliorer les chances de prise en charge et de traitement.

Dans ce cadre, l'agence a aménagé des espaces de sensibilisation encadrés par des médecins spécialistes et des membres des cellules d'écoute et de communication, du contrôle médical et de l'action sociale. Ces espaces sont destinés à informer les citoyens sur les moyens de dépistage de la maladie et l'importance des examens médicaux, avec une attention particulière accordée aux hommes âgés de plus de 50 ans.

Le programme prévoit également des sorties de terrain à travers le guichet itinérant de proximité, qui sillonnera différents espaces publics et places à forte fréquentation, afin de rapprocher l'information sanitaire des citoyens et de distribuer des dépliants et des supports d'information comportant des conseils et des recommandations médicales sur la prévention et le dépistage précoce.

Les actions de sensibilisation se poursuivront également au niveau de l'agence, au profit des assurés sociaux, afin de les informer sur l'importance du suivi médical et de la réalisation des examens appropriés au dépistage du cancer de la prostate. Ces démarches visent à favoriser le diagnostic précoce de la maladie et à améliorer les possibilités de prise en charge, a précisé la même responsable.

RR

OULED DJELLAL

100 KM DE PISTES AGRICOLES RÉCEPTIONNÉS "AVANT FIN 2026"

Un linéaire total de 100 km de pistes agricoles sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours" dans la wilaya d'Ouled Djellel, a indiqué le directeur des Services agricoles (DSA), Djamel-Eddine Sedrat.

Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces pistes sont en réalisation dans les communes de Doucen (20 km), Ras El Miaâd (19 km) et Besbes (31 km), tandis que les communes d'Ouled Djellal et d'Ech-Chaïba se partagent 30 km.

Ce projets, financés à hauteur de 251 millions de dinars, "s'inscrivent dans le cadre du soutien de l'agriculture et du désenclavement des zones agricoles et rurales de la wilaya".

M. Sedrat a souligné que la mise en service de ces projets contribuera "à faciliter les déplacements des agriculteurs et des éleveurs vers et depuis leurs exploitations, notamment pendant les périodes connaissant des perturbations météorologiques", et "à favoriser la commercialisation des récoltes dans de bonnes conditions" consolidant ainsi le développement et la dynamique économique de la wilaya d'Ouled Djellal.

RR

ECONOMIE MONDIALE

COOPÉRATION ASIATIQUE

LA CORÉE DU SUD ET L'ASEAN MISENT SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Lors du sommet réunissant la Corée du Sud et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) à Manille, aux Philippines, lundi 16 novembre 2026, le président sud-coréen Lee Jae Myung a dévoilé une stratégie économique et technologique prometteuse. Face à un climat mondial marqué par les tensions géopolitiques et le ralentissement du commerce international, la péninsule coréenne souhaite renforcer ses liens avec cette région clé en lançant deux nouvelles initiatives majeures dans les domaines de l'intelligence artificielle et des industries culturelles et créatives.



Par Rihab Taleb

Il convient de rappeler ce qu'est l'Asean. Créée en 1967, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est est une organisation régionale qui regroupe onze pays d'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam, Singapour, la Malaisie et les Philippines. Son rôle principal est de favoriser la paix, la stabilité politique et surtout l'intégration économique entre ses membres afin de créer un vaste marché commun fluide et compétitif. Selon les données officielles du portail statistique ASEANstats, cette région représente un poids lourd économique avec une population totale de plus de 693 millions d'habitants et un produit intérieur brut cumulé dépassant les 4 255 milliards de dollars. D'après les prévisions du Fonds monétaire international publiées en 2026, les principales économies de la zone affichent une croissance soutenue d'environ 4,2 pour cent, un rythme plus de deux fois supérieur à celui des économies occidentales avancées.

Le président Lee Jae Myung a annoncé l'ouverture officielle de négociations pour moderniser et élargir l'accord de libre-échange entre la Corée du Sud et l'Asean. L'ambition commune des deux partenaires est de porter le volume de leurs échanges commerciaux annuels à 300 milliards de dollars. Pour la Corée du sud l'enjeu est vital pour diversifier ses débouchés commerciaux, sécuriser ses chaines d'approvisionnement industrielles et protéger ses entreprises contre les barrières douanières et les fluctuations de l'économie mondiale. Le chef de l'état sud coréen a d'ailleurs affirmé le soutien total de son pays à la vision de la communauté de l'Asean 2045, un plan à long terme visant à faire de l'Asie du Sud-Est un pôle économique mondial encore plus intégré et résilient.

Les deux nouvelles initiatives proposées par Lee Jae Myung ont été pensé pour atteindre les objectifs économiques. D'une part, le programme de coopération sur l'intelligence artificielle vise à partager le savoir-faire technologique de la Corée du Sud avec les pays de l'Asean. En aidant les nations d'Asie du Sud-Est à développer leurs infrastructures numériques et à former leur main-d'oeuvre, les entreprises technologiques sud-coréennes s'assurent un accès privilégié à un marché numérique en pleine explosion, tout en permettant à la région de monter dans la production industrielle. D'un autre côté l'initiative dédiée aux industries culturelles et créatives s'appuie sur le succès mondial de la culture sud-coréenne, comme la musique et le cinéma, pour stimuler la création locale en Asie du Sud-Est. Ce secteur créatif représente aujourd'hui un véritable moteur de croissance, capable de générer des milliers d'emplois pour la jeunesse asiatique et d'attirer d'importants investissements étrangers. Le sommet de Manille a souligné la nécessité d'un environnement sûr pour garantir la prospérité économique. Dans le cadre du Partenariat stratégique global établi l'an dernier, le président Lee a souligné les progrès réalisés dans la lutte contre la criminalité transnationale. Les forces de police et les garde-côtes sud-coréens collaborent désormais étroitement avec ceux de l'Asean pour sécuriser les routes maritimes et lutter contre la cybercriminalité, deux conditions indispensables au bon fonctionnement du commerce international. Le dirigeant sud-coréen a également salué le rôle essentiel de l'Asean dans la promotion d'une paix durable sur la péninsule coréenne et a réitéré l'attachement de Séoul au principe de centralité de l'Asean, qui place cette organisation au cœur de toutes les décisions régionales. Le programme économique de Lee Jae Myung aux Philippines se poursuit sur un rythme soutenu. Dès la fin de ce premier sommet, il doit s'entretenir avec les dirigeants des cinq pays de la sous-région du Mékong, à savoir la Birmanie, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam. Cette réunion revêt une importance économique particulière, car ces pays possèdent d'importantes réserves de minerais critiques indispensables aux industries sud-coréennes des batteries et des semi-conducteurs. Aujourd'hui le président participe au sommet de l'Asean plus trois aux côtés de la Chine et du Japon, puis au sommet de l'Asie orientale réunissant seize pays.

R.T

CENTRALES SOLAIRES

INDEF ENTREVOIT UN POTENTIEL D'INVESTISSEMENT DE 13,3 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS

L'Institut pour le développement de l'économie et des finances (Indef) estime que le développement de centrales solaires dans les zones industrielles indonésiennes pourrait attirer jusqu'à 13,3 milliards de dollars d'investissements.

« Ce chiffre est une estimation de l'Initiative pour la transition verte (GTI) d'Indef et de Systemiq, basée sur l'exploitation de la totalité du potentiel solaire de 21 gigawatts-crête (GWc) des zones industrielles », a déclaré Esther Sri Astuti, directrice exécutive d'Indef, dans un communiqué reçu à Jakarta lundi.

Mme Sri Astuti a également présenté les conclusions de l'étude lors d'un forum intitulé « Quand l'énergie propre rencontre l'industrie », organisé dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) à Antalya, en Turquie, le vendredi 13 novembre.

Cette capacité potentielle de 21 GWc représente environ un cinquième de l'objectif national de 100 GWc en matière d'énergie solaire.

En supposant un taux d'utilisation de 40 % de contenu local pour les composants et les services, la construction de ces centrales électriques devrait générer 10,7 milliards de dollars de PIB supplémentaires pendant la phase de construction.

Une fois opérationnelles, les activités d'exploitation et de maintenance devraient contribuer à hauteur d'environ 3,1 milliards de dollars par an au PIB.

Sur le plan de l'emploi, l'étude estime un impact équivalent à 1,91 million d'années-emplois (un indicateur mesurant le volume total de travail plutôt que les effectifs permanents), dont 522 000 années-emplois directs.

Selon Indef, ces retombées économiques dépendent d'une forte participation des fournisseurs locaux et de la capacité des réseaux électriques desservant les zones industrielles à fonctionner.

À cette fin, Indef GTI préconise une approche par zones d'énergies renouvelables (ZER) afin de garantir que l'implantation des centrales et le développement du réseau de transport soient planifiés en fonction de la demande d'électricité industrielle.

Saraya Cita Asmarani, responsable de la transition énergétique et de la tarification du carbone chez Indef GTI, a également souligné les longs délais de développement des projets solaires commerciaux et industriels en Indonésie.

Lors du dialogue de la COP31, Saraya a souligné que le développement de projets en Indonésie prend environ 7,5 mois, soit plus du double du délai de trois mois au Vietnam.

Indef a noté que l'accélération des investissements dans le solaire exige également une stabilité politique, des financements abordables et des ajustements des contrats d'achat d'électricité afin que la réduction de la production d'électricité à partir du charbon n'impose pas à la compagnie d'électricité publique PLN le même fardeau financier.

Le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales a lancé le 25 août 2026 une initiative visant à atteindre une capacité de 100 GWc de centrales solaires, marquée par le lancement de 14 projets dans six provinces, pour une capacité totale d'environ 5,3 GWc.

En septembre 2026, le ministère a également recensé environ 25 fabricants de modules solaires en Indonésie, avec une capacité de production combinée pouvant atteindre 4,8 GW par an, ce qui pourrait contribuer à accroître l'utilisation de contenu local.

Par ailleurs, Indef a souligné l'importance du financement et de la protection des travailleurs et des communautés dépendants de l'industrie des combustibles fossiles, afin que le développement des énergies propres génère également des retombées économiques inclusives.

R.E

PIB SUISSE

PROGRESSION DE 0,2 % AU 3e TRIMESTRE

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a progressé de 0,2 % au troisième trimestre, à nouveau sous l'impulsion du secteur de l'industrie, selon une première estimation du ministère de l'Économie publiée lundi.

Après un bond de 1,5 % au deuxième trimestre, l'économie suisse a enregistré "une légère croissance" au troisième trimestre, a annoncé le ministère de l'Économie dans un bref communiqué, précisant que le secteur des services avait en revanche "stagné dans l'ensemble".

Il doit publier des estimations plus détaillées le 30 novembre.

Les prévisions des économistes interrogés par l'agence suisse AWP pour le troisième trimestre oscillaient entre un repli de 0,3 % et une hausse de 0,4 %. Au deuxième trimestre, la Suisse avait connu une croissance plus marquée qu'attendu sous l'effet d'un bond des exportations de produits pharmaceutiques, un des grands piliers de son économie.

Mi-septembre, le ministère de l'Économie avait dit s'attendre à "un certain mouvement inverse" au second semestre, mais avait estimé que l'économie suisse était "fondamentalement sur la voie de la reprise". Il avait fortement relevé sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année, disant s'attendre à une hausse du PIB de 1,7 % en 2026 (contre 0,9 % attendu auparavant).

Fin septembre, le centre de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich l'avait lui relevée à 1,9 % (contre 0,8 % précédemment), estimant que la conjoncture restait robuste malgré les incertitudes notamment autour du conflit au Moyen-Orient.

Début novembre, son indicateur de la situation des affaires dans le secteur privé a suggéré que la tendance positive observée durant l'été s'était poursuivie en octobre mais que les perspectives pour les six prochains mois s'étaient légèrement assombries.

Parmi les indicateurs de tendance, l'indice PMI des directeurs d'achats pour l'industrie a continué de grimper en octobre, se maintenant au-dessus de la barre des 50 points - qui marque le seuil de croissance pour le secteur - pour le huitième mois d'affilée.

R.E

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE

ANTONIO GUTERRES APPELLE À UNE ACTION MONDIALE CONTRE LA FRAUDE

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, alerte sur la progression rapide de la fraude, devenue l'une des formes de criminalité organisée transnationale les plus répandues. Il appelle à une mobilisation internationale pour protéger les victimes et lutter contre les réseaux criminels qui en sont à l'origine.

Par Yacine Boudali



Dans un message publié dimanche sur ses comptes officiels sur les réseaux sociaux, à l'occasion de la Journée internationale de prévention et de lutte contre toutes les formes de criminalité organisée transnationale, célébrée le 15 novembre, M. Guterres indique que ces activités frauduleuses rapportent des milliards de dollars aux réseaux criminels.

« La fraude est l'une des formes de criminalité organisée transnationale qui évoluent le plus rapidement. Elle génère des milliards de dollars au profit des réseaux criminels à travers les escroqueries en ligne et les stratagèmes frauduleux », a-t-il souligné. Il appelle ainsi à unir les efforts pour « protéger les victimes, prévenir les fraudes et mettre fin à la criminalité organisée ».

Cette journée internationale est l'occasion de sensibiliser le public à l'ampleur et aux conséquences de la criminalité organisée transnationale, ainsi qu'à la nécessité de renforcer la coopération internationale pour prévenir et combattre ses différentes manifestations.

Y.B

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

LE TOGOLAIS GILBERT HOUNGBO RÉÉLU À LA TÊTE De CETTE INSTITUTION

Le Togolais Gilbert Houngbo, a été réélu lundi à la tête de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il a été reconduit pour un nouveau mandat de cinq ans à compter du 1er octobre 2027 par 51 voix sur 56 suffrages exprimés, lors d'une conférence de l'organisation à Genève.

Le directeur général est élu à bulletin secret par les 56 membres du Conseil d'administration, l'organe exécutif de l'OIT, composé de représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs. Il y a eu cinq abstentions, a précisé une porte-parole de l'OIT.

"Plus d'un siècle après sa création, notre organisation demeure investie d'une mission dont l'actualité est plus grande que jamais: promouvoir la justice sociale comme fondement d'une paix universelle et durable", a déclaré M. Houngbo, dans son discours suivant sa réélection.

"Face aux incertitudes du monde, nous avons le devoir de défendre la dignité humaine, de promouvoir la justice sociale et de faire vivre le dialogue entre les nations, les travailleurs et les employeurs", a-t-il ajouté.

Deux autres candidats étaient initialement en lice: la ministre espagnole du Travail Yolanda Diaz Pérez qui a annoncé avant le vote qu'elle renonçait à poursuivre sa candidature afin d'éviter des divisions au sein du mouvement syndical, et l'ancien ministre péruvien des Affaires étrangères, Javier Gonzalez-Olaechea, qui s'était désisté en cours de campagne.

RI

FRANCE

NOUVELLE JOURNÉE DE MOBILISATION SOCIALE MARDI DANS PLUSIEURS

De nouvelles manifestations et grèves sont prévues mardi dans plusieurs villes françaises dans le cadre de la vague de contestation sociale qui se poursuit depuis plusieurs semaines dans le pays pour dénoncer la cherté de la vie et le recul du pouvoir d'achat.

Ces nouvelles actions s'inscrivent dans le prolongement de la mobilisation sociale observée en France ces dernières semaines. Les organisations syndicales affirment que les travailleurs continuent de se mobiliser massivement dans la rue depuis près de six semaines, aux côtés des jeunes et des citoyens, sur fond de désaccord persistant avec le gouvernement concernant les mesures prises pour améliorer les conditions de vie.

Dans le secteur ferroviaire, trois fédérations syndicales ont appelé, dans un communiqué commun, à la grève et à participer aux manifestations prévues mardi, afin de poursuivre et d'élargir la mobilisation.

Elles ont rappelé, à ce propos, le rassemblement de milliers de travailleurs, le 3 novembre, devant la direction nationale de l'entreprise à Saint-Denis pour réclamer des augmentations de salaires, suivi d'une importante grève dans le secteur le 5 du même mois.

Les revendications de ces syndicats portent notamment sur l'ouverture de véritables négociations "immédiates" sur les salaires, l'amélioration de la politique de recrutement et des conditions de travail, ainsi que la préservation des droits et des garanties sociales des travailleurs.

Ils estiment que les propositions du gouvernement et les premières réponses de la direction de la Société nationale des chemins de fer ne répondent pas aux revendications des employés.

Les appels à la grève concernent également les agents de la fonction publique, qui réclament des augmentations de salaires et la fin du gel du point d'indice pour la quatrième année consécutive.

Les mouvements touchent aussi les secteurs de l'éducation, de la santé, de la poste et des télécommunications, tandis que les organisations étudiantes appellent les étudiants et les lycéens à prendre part aux manifestations.

A Paris, une marche devrait être organisée entre l'esplanade des Invalides et la place d'Italie, conformément à l'itinéraire proposé par l'intersyndicale d'Ile-de-France. Dans le même contexte, les syndicats ont critiqué les mesures de fermeture des stations de métro et des gares ferroviaires lors de précédentes mobilisations, estimant qu'elles entravent la liberté de circulation et de manifestation, notamment pour les habitants des banlieues et des quartiers populaires. Les actions prévues ne se limiteront pas à la capitale, mais concerneront également d'autres villes, notamment Marseille, Montpellier, Clermont-Ferrand et Limoges. Les répercussions de la grève sur le trafic ferroviaire devraient, quant à elles, être précisées après la publication des prévisions détaillées de la Société nationale des chemins de fer.

Le mouvement des "gilets jaunes" prendra également part à la mobilisation, à l'occasion du huitième anniversaire de son lancement, illustrant la convergence persistante des mouvements syndicaux et sociaux en France.

R.I

NUCLÉAIRE

L'IRAN ESTIME QU'UNE AMÉLIORATION DE LA COOPÉRATION AVEC L'AIEA EST PEU PROBABLE DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaïl Baghaï, a déclaré dimanche que la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ne s'améliorerait pas tant que le statu quo persisterait.

M. Baghaï a tenu ces propos lors d'une conférence de presse hebdomadaire, en réponse à un rapport confidentiel de l'AIEA publié en amont d'une réunion du Conseil des gouverneurs de l'agence prévue la semaine prochaine.

M. Baghaï a indiqué que l'AIEA avait reconnu que les attaques américano-israéliennes contre des installations nucléaires iraniennes avaient perturbé les activités de l'agence en Iran, mais qu'elle n'avait pas explicitement identifié cette "agression militaire" comme la cause principale des perturbations. "Tant que cette situation persistera, nous ne pouvons pas espérer de changement dans la coopération entre l'Iran et l'agence", a-t-il déploré.

M. Baghaï a également accusé l'AIEA de publier des rapports partiaux, affirmant qu'une telle approche avait nui à sa réputation et à sa crédibilité. Il a ajouté que l'Iran maintiendrait son engagement envers ses obligations au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tant qu'il resterait partie à ce traité.

Selon l'agence de presse Reuters, qui a indiqué avoir pris connaissance du rapport publié vendredi par l'AIEA, cette dernière s'est dite préoccupée par le manque d'informations concernant les stocks d'uranium hautement enrichi de l'Iran et par son incapacité à accéder aux installations nucléaires du pays, notamment celles qui ont été bombardées par les Etats-Unis et Israël.

Le rapport a également soulevé des inquiétudes concernant une usine d'enrichissement située dans la province centrale d'Ispahan, que l'Iran a déclarée en 2025 sans autoriser les inspecteurs à visiter. L'agence a appelé l'Iran à fournir des informations sur ses installations d'enrichissement et ses stocks d'uranium, et à autoriser les inspecteurs à retourner sur les sites bombardés.

L'Iran a suspendu sa coopération avec l'AIEA en vertu d'une loi promulguée en juillet 2025 à la suite des attaques israéliennes et américaines contre ses installations nucléaires le mois précédent, invoquant des raisons de sécurité et le fait que l'agence n'ait pas condamné ces frappes.

R.I

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

WEB ET CONFIDENTIALITÉ

META CONDAMNÉ À UNE AMENDE RECORD EN ITALIE POUR L'ACCÈS AUX PHOTOS DES UTILISATEURS

Déployée depuis 2023, la fonctionnalité de Facebook qui suggère aux utilisateurs de partager des photos et vidéos stockées dans leur smartphone Android vaut aujourd'hui à Meta une amende record de 805 millions d'euros en Italie. L'autorité italienne de protection des données reproche au groupe américain d'avoir accédé à ces contenus sans avoir obtenu un consentement de la part des utilisateurs.



Par Yakout Abina

L'autorité italienne de protection des données a infligé une amende record de 805 millions d'euros à Meta. Le géant américain est accusé d'avoir accédé aux photos et vidéos stockées sur les smartphones Android de millions d'utilisateurs sans obtenir un consentement suffisamment explicite. L'affaire concerne une fonctionnalité de Facebook qui suggère aux utilisateurs de publier des photos ou des vidéos présentes dans la galerie de leur téléphone, y compris des contenus qui n'ont jamais été partagés sur le réseau social.

Selon le Garante, l'autorité italienne de protection des données, Meta a accédé à des photos, des vidéos ainsi qu'à certaines métadonnées présentes sur les téléphones de millions d'utilisateurs sans avoir obtenu un consentement. L'autorité estime qu'environ 20 millions d'utilisateurs Android seraient concernés en Italie. Il s'agit de la plus importante sanction jamais prononcée par l'autorité.

L'affaire a pris de l'ampleur après le signalement d'une association nord italienne de défense des consommateurs en 2025. Celle-ci accusait Facebook d'utiliser des contenus privés pour alimenter ses suggestions de publication. À la suite de cette alerte, le Garante a ouvert une enquête afin d'examiner les conditions dans lesquelles Meta accédait aux données stockées sur les smartphones.

Les investigations ont révélé que l'entreprise demandait une autorisation générale pour accéder à la galerie photo de l'appareil. Selon l'autorité italienne, cette même autorisation était utilisée pour plusieurs fonctionnalités différentes, sans que les utilisateurs soient clairement informés de tous les usages possibles de leurs données. Le message de consentement ne précisait notamment pas que les photos pouvaient être analysées dans le cadre des suggestions de publication.

Le régulateur estime que l'accès aux contenus stockés sur un smartphone relève de la sphère privée et nécessite un consentement spécifique et préalable avant toute consultation ou utilisation de ces données.

Meta dispose désormais de 60 jours pour se conformer à la décision. Le groupe devra mettre en place une demande de consentement distincte, mieux informer les utilisateurs sur les traitements effectués et laisser la fonctionnalité désactivée par défaut.

L'enquête n'a toutefois pas porté sur l'utilisation éventuelle de ces photos pour l'entraînement des modèles d'intelligence artificielle de Meta. L'entreprise affirme que cette fonctionnalité n'a aucun lien avec ses systèmes d'IA. Le Garante a indiqué que cet aspect pourrait faire l'objet d'un examen séparé.

L'autorité italienne a également rejeté l'argument de Meta selon lequel seule l'autorité irlandaise de protection des données, où se trouve son siège européen, serait compétente pour traiter ce dossier. Le Garante considère que les règles issues de la directive ePrivacy ne reposent pas sur le mécanisme du « guichet unique » prévu par le RGPD. Chaque autorité nationale peut donc agir directement sur son territoire. Meta conteste fermement la décision et a annoncé son intention de faire appel. Le groupe estime que l'analyse du régulateur italien est erronée et juge le montant de la sanction disproportionné. Cette affaire s'ajoute néanmoins à une longue série de procédures engagées contre le géant américain concernant la collecte et l'utilisation des données personnelles de ses utilisateurs.

Y.A

AUTOMOBILE

MERCEDES-BENZ GÈLE SES INVESTISSEMENTS DANS SES USINES ALLEMANDES

Dans les usines allemandes de Mercedes-Benz, une heure de travail coûte parfois cinq fois plus cher qu'en Europe de l'Est, d'après sa direction. Faute d'accord avec les représentants du personnel pour réduire ce coût, le constructeur suspend tous ses investissements en Allemagne et étudie la fermeture de plusieurs sites.

Michael Schiebe, le directeur de la production du groupe, a annoncé la décision aux salariés dans un entretien diffusé sur l'intranet de l'entreprise, dont Reuters a consulté le contenu. La direction a « décidé conjointement de mettre fin à tous les nouveaux investissements dans nos sites allemands », explique-t-il. Depuis quatre mois, Mercedes négocie avec son comité d'entreprise et avec IG Metall, le premier syndicat allemand, pour allonger la semaine de travail sans augmenter les salaires, et les discussions n'ont abouti à aucun accord.

Mercedes veut faire travailler ses salariés plus longtemps sans les payer davantage

Dans les usines Mercedes en Allemagne, la semaine de travail est de 35 heures, la durée fixée par la convention collective. Pour la direction, c'est trop peu. Michael Schiebe assure qu'une heure de travail à la production revient jusqu'à cinq fois plus cher en Allemagne que dans les usines d'Europe de l'Est du groupe, et que les sites américains coûtent eux aussi nettement moins cher.

Le comité d'entreprise a rejeté cette demande d'heures supplémentaires non payées, et les salariés ont manifesté par milliers cet été, après le report d'une prime prévue par leur convention collective. Mercedes a repoussé de juillet 2026 à avril 2027 le versement de cette somme, l'équivalent de 18,4 % d'un salaire mensuel, à environ 90 000 employés. « Les causes des difficultés actuelles ne viennent pas des salariés », explique Ergun Lümali, président du comité d'entreprise du groupe. IG Metall réclame de son côté une hausse des salaires de 5 %, que la direction refuse net. « Une telle augmentation ferait encore grimper les coûts du travail, déjà élevés en Allemagne », rétorque Britta Seeger, la directrice du personnel.

« Malgré de nombreuses discussions intensives, nous ne voyons pour l'instant aucune voie vers un accord », reconnaît Michael Schiebe dans l'entretien publié en interne, cité par l'Irish Times. Et Mercedes négocie avec des comptes dégradés. Fin octobre, le constructeur a abaissé à 2 à 3 % sa prévision de marge pour ses voitures en 2026, et ses livraisons en Chine, son premier marché, ont reculé de près d'un tiers au troisième trimestre.

Mercedes étudie la fermeture d'une usine d'assemblage et d'une usine de motorisations

En septembre, Michael Schiebe avait prévenu les ouvriers de son usine de Sindelfingen, près de Stuttgart. « Si nous n'y parvenons pas, nous devrons fermer une usine d'assemblage et une usine de motorisations en Allemagne », avait-il déclaré, sans nommer les sites. « Nous voulons tous éviter à tout prix les fermetures d'usines. Malheureusement, nous devons examiner cette option plus en détail », écrit Britta Seeger dans la note interne.

Mercedes assemble ses voitures à Sindelfingen, à Brême et à Rastatt, l'usine d'où sort notamment la CLA électrique. Sept sites fabriquent des moteurs et des composants, dont Untertürkheim, Berlin et Hambourg. Le constructeur n'a désigné aucune usine, et un accord interdit tout licenciement économique dans ses sites allemands jusqu'à fin 2034.

Pour l'analyste Ferdinand Dudenhöffer, l'annonce n'a rien de surprenant. « Depuis des mois, Mercedes insiste sur la difficulté de la situation en Allemagne », rappelle-t-il à Reuters. Le cabinet Roland Berger estime qu'au moins 200 000 emplois pourraient disparaître dans l'automobile allemande d'ici 2030, et Volkswagen ouvre le 24 novembre des négociations avec IG Metall. Le constructeur de Wolfsburg prévoit de supprimer 100 000 postes et pourrait fermer jusqu'à quatre usines allemandes.

Si vous attendez la prochaine génération de votre Mercedes, rien ne garantit qu'elle sera fabriquée en Allemagne. Michael Schiebe dit vouloir que les futurs modèles soient construits dans les usines allemandes du groupe, mais si des sites devaient fermer, « nous fabriquerons alors les prochains modèles exclusivement à l'étranger », prévient-il.

RSHT

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

RARÉFACTION DE L'EAU

SOURCES DE TENSIONS ET DE CONFLITS ?

Alors que les nappes phréatiques s'épuisent et que les tensions autour du partage des fleuves s'intensifient, la Tunisie accueillera en 2027 le Forum arabe de l'eau. Organisé par l'Agence arabe de l'énergie atomique, il cherchera des réponses scientifiques à une crise qui menace la sécurité hydrique de plusieurs pays.

Par Chaimaa Sadou



La Banque mondiale classe le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord parmi les régions les plus pauvres en eau de la planète. Avec moins de 1 % des ressources mondiales en eau douce pour une population qui dépasse les 400 millions d'habitants, la région fait face à une équation de plus en plus difficile, aggravée par les sécheresses, la croissance démographique et une demande agricole soutenue. C'est dans ce contexte que la Tunisie abritera, en 2027, les travaux du Forum arabe de l'eau, organisé par l'Agence arabe de l'énergie atomique (AAEA). Le thème retenu, « Le rôle des technologies nucléaires dans le renforcement de la sécurité hydrique arabe », peut surprendre. Il traduit pourtant une réalité : face à l'urgence, les États se tournent vers des outils scientifiques de pointe pour comprendre et préserver des réserves qui s'amenuisent. Le directeur général de l'AAEA, Salem Hamdi, insiste sur l'apport des techniques isotopiques. Elles permettent de déterminer l'origine d'une masse d'eau souterraine, son âge et la vitesse à laquelle elle se renouvelle. Autrement dit, de savoir si l'eau que l'on pompe aujourd'hui s'est infiltrée il y a dix ans ou il y a dix mille ans. Une distinction capitale : une nappe « fossile », non renouvelable, ne se reconstituera pas à l'échelle humaine. Ces données orientent les décisions politiques et évitent les erreurs d'exploitation aux conséquences irréversibles. Car le constat est sans appel. Dans de nombreux pays arabes, les prélèvements d'eau souterraine dépassent la capacité de recharge des nappes. En Arabie saoudite, les eaux souterraines — dont une grande partie est fossile — fournissent plus de 90 % de l'eau agricole et environ 35 % de l'approvisionnement urbain, selon les estimations disponibles. En Jordanie, elles couvrent près de 59 % de l'approvisionnement total en eau, alors que la pression sur les ressources souterraines ne cesse d'augmenter, d'après les autorités jordaniennes.

Ce pompage intensif ne dépend pas seulement du climat. Il est également lié aux modes d'irrigation, au choix des cultures et au prix de l'eau agricole. Lorsque l'eau reste bon marché, les incitations à l'économiser sont faibles. Les conséquences sont déjà visibles : les puits s'assèchent, l'eau salée envahit les aquifères côtiers et certaines terres agricoles perdent de leur productivité. La Tunisie, qui accueillera ce forum, figure parmi les pays méditerranéens exposés au stress hydrique. La baisse des réserves en eau, la salinisation de certaines nappes côtières et la hausse des besoins imposent une gestion plus économe de la ressource. Le dessalement peut compléter l'offre en eau, mais il ne remplace pas la réduction des pertes et une meilleure maîtrise de la demande. Ces déséquilibres ne sont pas seulement climatiques : ils sont aussi le produit de choix politiques et économiques. C'est précisément ce que le Forum de Tunisie, en 2027, entend inscrire à l'agenda arabe. Car la pression sur les ressources ne reste pas confinée à l'intérieur des frontières. L'eau est devenue un facteur de tension entre États voisins. L'exemple le plus emblématique reste le barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD), construit sur le Nil Bleu et inauguré le 9 septembre 2025.

Pour l'Éthiopie, l'ouvrage est un levier de développement énergétique. Pour l'Égypte, qui dépend du Nil pour environ 97 % de son eau douce renouvelable, la question du remplissage et du fonctionnement du barrage est vitale. Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a régulièrement décrit ce dossier comme une question existentielle pour son pays. Aucun accord juridiquement contraignant sur le remplissage et l'exploitation du barrage n'a été signé à ce jour entre les trois pays riverains.

Les négociations, engagées depuis plus d'une décennie, n'ont toujours pas abouti à un accord juridiquement contraignant. Les tensions persistent autour du calendrier de remplissage et du fonctionnement de l'ouvrage, notamment en période de sécheresse. Le Soudan, également concerné, voit sa capacité de négociation affaiblie par la guerre civile qui frappe le pays.

Ce dossier illustre une réalité plus large : tant que l'eau ne fera l'objet d'aucune gouvernance partagée, elle restera une source de friction entre États. Un fleuve, un lac ou une nappe souterraine ne doit pas être perçu comme un butin, mais comme un patrimoine commun à gérer selon des données fiables, des règles transparentes et une coopération régionale.

Dans ce tableau déjà préoccupant, un aspect est souvent négligé : la qualité de l'eau et l'alimentation des plus jeunes. Une eau insalubre et une nourriture insuffisante compromettent la santé et les capacités d'apprentissage des enfants. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), les repas scolaires peuvent favoriser l'assiduité, la concentration et l'apprentissage, lorsqu'ils s'inscrivent dans une action plus large en faveur de la nutrition et de l'éducation.

La sécurité hydrique et la sécurité alimentaire sont donc étroitement liées. Sans eau propre, l'agriculture devient plus fragile. Sans agriculture viable, l'alimentation des familles et des écoliers se dégrade. Assurer une nutrition suffisante à l'école constitue ainsi un investissement direct dans les capacités futures des pays arabes.

La tenue du Forum arabe de l'eau en Tunisie, en 2027, ne réglera pas, à elle seule, ces problèmes. Mais elle constitue une occasion importante de faire avancer la réflexion et de placer la question de l'eau au centre d'une discussion scientifique et politique qui ne peut plus attendre. Les technologies nucléaires et isotopiques ne créeront pas d'eau. Elles peuvent, en revanche, éclairer des choix qui engagent des générations entières.

L'assèchement des nappes phréatiques et les rivalités autour des fleuves transfrontaliers dessinent une carte du monde arabe où l'eau devient un enjeu de survie. Le Forum de Tunisie en 2027 offrira une tribune à la coopération scientifique. Reste à savoir si les décisions qui en sortiront seront à la hauteur de l'urgence. Car lorsque la dernière goutte d'eau aura disparu, il ne sera plus temps de négocier.

C.S

PARC NATIONAL DU DJURDJURA

PUBLICATION DE LA CARTE DES SENTIERS DE RANDONNÉE ÉCOTOURISTIQUE

Le Parc national du Djurdjura (PND), classé réserve de biosphère par l'UNESCO, a publié la carte des sentiers de randonnée écotouristique autorisés sur l'ensemble de son territoire, afin de permettre aux visiteurs de découvrir la richesse exceptionnelle de ce massif, tout en le préservant, a indiqué lundi la direction du Parc, appelant au respect strict des consignes.

Répartis sur six secteurs, à savoir Aït Ouabane, Tala Guilef, Tala Rana, Tikjda et Tirourda, les itinéraires balisés sont clairement identifiés avec leur point de départ, leur distance, leur durée de parcours et leurs spécificités, a-t-on précisé. Les emplacements autorisés pour le camping, répartis sur plusieurs sites dédiés y sont également précisés, avec un rappel des règles élémentaires à respecter en matière de protection de la nature.

Parmi les règles essentielles à observer au sein du parc l'interdiction de cueillir ou de détruire la végétation, de nourrir les animaux sauvages et de chasser à l'intérieure du Parc.

Il est aussi demandé aux randonneurs de s'abstenir de camper ou d'allumer du feu hors des emplacements autorisés, de rester sur les sentiers balisés, ne pas laisser de déchets sur place, limiter le bruit et tenir les chiens en laisse.

Cette action, a-t-on expliqué, s'inscrit dans une démarche visant à permettre au public de profiter des paysages remarquables du Djurdjura sans compromettre l'intégrité de son écosystème.

"La préservation de ce patrimoine naturel d'exception passe par la sauvegarde des lieux en restant sur les chemins autorisés et en adoptant un comportement respectueux de l'environnement", a-t-on souligné.

La direction du PND informe les visiteurs du Djurdjura que la carte détaillée des itinéraires est disponible auprès des bureaux d'accueil du Parc.

R.Env

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

DÉPISTAGE PRÉCOCE ET PRÉVENTION

LES CLÉS POUR FREINER L'ÉPIDÉMIE DE DIABÈTE EN ALGÉRIE

À l'occasion de la Journée mondiale du diabète, célébrée chaque année le 14 novembre, et lors d'une rencontre qui nous a réunis avec le président de l'Association des diabétiques de la wilaya d'Alger, M. Fayçal Ouhadda, et le Dr Wandi Naïma, représentante officielle du ministère de la Santé, les deux responsables ont évoqué l'importance du dépistage précoce et d'un suivi médical régulier pour contrôler cette maladie et éviter que la situation sanitaire ne s'aggrave jusqu'à une issue indésirable.



Par Ikram Haou

M. Ouhadda a déclaré que les chiffres relatifs au diabète en Algérie sont catastrophiques. Il a expliqué que, bien que le nombre de personnes diabétiques soit calculé annuellement et qu'il ne puisse pas être exact à 100 %, il représente tout de même un nombre considérable qui nécessite une sensibilisation et des mesures préventives. Selon les statistiques de M. Ouhadda, le nombre de personnes diabétiques cette année est d'environ 5 millions à l'échelle nationale. Il a souligné que ces chiffres ne sont pas alarmants en soi, car ils concernent les personnes vivant réellement avec la maladie. Ces personnes bénéficient naturellement d'un traitement spécifique, d'un suivi médical et de soins appropriés, et sont suivies par leur médecin. En revanche, les chiffres véritablement effrayants et alarmants sont ceux relatifs aux personnes présentant une prédisposition au diabète. Lors du diagnostic, leur index glycémique se situe entre 1 g et 1,25 g. Dans ce cas, il est impossible de poser un diagnostic de diabète avec certitude, ni de l'exclure formellement. Elles présentent une prédisposition à développer une maladie diabétique.

De plus, M. Ouhadda a évoqué une idée fausse répandue au sujet du diabète : parfois, une personne subit un accident ou un événement particulièrement heureux, et les examens confirment le diagnostic de diabète. Elle peut alors affirmer avoir contracté le diabète à la suite de cet accident. Or, c'est inexact, car dans ce cas précis, l'accident n'a fait que révéler le diabète, sans en être la cause. En réalité, le diabète était déjà présent, mais sous une forme latente.

Dans ce cadre, M. Fayçal Ouhadda a souligné l'importance du dépistage régulier du diabète, notant que lors des récentes campagnes de dépistage précoce, que ce soit à la place de la Grande Poste, au Jardin d'essai ou ailleurs, de nombreux nouveaux cas ont été identifiés et confirmés. Il a insisté sur le fait que de nombreuses personnes non diabétiques présentent un risque de développer la maladie et que ces cas nécessitent un suivi et une sensibilisation particuliers afin d'éviter toute complication. Il a cité une étude du ministère de la Santé indiquant qu'environ 17 % de la population présente une prédisposition au diabète. Il a ajouté que la prévention est essentielle, notamment en adoptant une alimentation équilibrée, en pratiquant une activité physique régulière et, surtout, en consommant des légumes comme les tomates, les courges et autres, riches en fibres. Ces fibres réduisent l'absorption du sucre dans le sang et contribuent à la prévention de diverses maladies. Il a également conseillé de limiter la consommation de glucides et, en cas d'obésité, de faire un bilan de santé, car l'obésité indique un dysfonctionnement de l'organisme. Il a aussi insisté sur la marche quotidienne, qui joue un rôle très efficace dans la prévention du diabète.

Le Dr Wandi Naïma, représentante officielle du ministère de la Santé, a évoqué le slogan de la Journée internationale du diabète, qui cette année est « Dépistage précoce ». Elle a souligné que la prévention est le premier volet pour éviter le diabète, en insistant sur les facteurs de risque. Parmi ces facteurs, elle a mentionné l'obésité, l'âge supérieur à 30 ans, la grossesse et les enfants, dont la nutrition requiert également une attention particulière. À cet égard, le Dr Wandi a salué les efforts considérables déployés par les services de santé scolaire dans ce domaine. Pour le deuxième volet, le Dr Wandi a présenté le dépistage précoce, proposé aux personnes de plus de 35 ans obèses ou souffrant d'hypertension. Elle a également souligné l'importance pour les femmes enceintes de surveiller leur glycémie avant et après l'accouchement. Ainsi, la prévention et le dépistage précoce figurent parmi les stratégies adoptées par le ministère, qui encourage les citoyens à les suivre afin de prévenir ce problème de santé publique.

Elle a également parlé des ressources mises à disposition par le ministère de la Santé pour le diabète, notamment la gratuité des traitements, les soins de santé de proximité, le dépistage précoce et la prévention primaire grâce aux centres de santé publique situés près des citoyens. Elle a insisté sur l'importance des examens réguliers et a souligné certains symptômes qui nécessitent un dépistage du diabète, tels qu'une soif persistante, la fatigue ou des mictions fréquentes. Ces symptômes, selon le Dr Wandi, peuvent éveiller les soupçons et inciter à un dépistage. La médecin a ajouté que des efforts sont déployés pour sensibiliser les personnes à risque de développer un diabète à l'importance d'adopter un mode de vie sain, comprenant une alimentation équilibrée riche en fibres et moins de matières grasses et de calories, ainsi qu'une activité physique quotidienne et un sommeil suffisant. Pour les personnes diabétiques, un suivi médical régulier est essentiel pour mener une vie normale sans complications, en portant une attention particulière à la quantité d'aliments, aux habitudes alimentaires et aux horaires des repas, a-t-elle souligné.

La médecin a également évoqué le prochain programme ministériel, qui prévoit le déploiement d'une clinique mobile dans les régions de Naâma et d'El Bayadh pour le dépistage précoce du diabète dans les zones rurales. Ce programme, a-t-elle expliqué, vise à rapprocher les services de santé de la population. Le ministère de la Santé devrait également annoncer aujourd'hui un guide des bonnes pratiques pour la prise en charge du diabète. Par ailleurs, le ministère travaille à la mise en place d'un comité national pour les maladies non transmissibles, dont le diabète, a-t-elle annoncé.

En conclusion, M. Fayçal Ouhadda a souligné l'importance du dépistage, du suivi et de la surveillance, car les statistiques indiquent que le nombre de personnes diabétiques pourrait doubler d'ici 2030, pour atteindre entre 8 et 10 millions. Il a ajouté que les prochaines campagnes de sensibilisation et de dépistage précoce incluront les universités et les résidences étudiantes algériennes.

I.H

ALPHABÉTISATION

UNE SESSION DE FORMATION AU PROFIT DE PLUS DE 50 NOUVEAUX ENCADREURS

Une session de formation destinée à 52 nouveaux encadreurs des classes d'alphabétisation de la wilaya de Mascara a débuté, lundi au lycée "Mustapha-Benmahieddine Rachedi", a-t-on appris auprès des organisateurs.

Cette session, organisée par l'annexe de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes (ONAEA), en coordination avec la direction de l'Education, cible 52 enseignants récemment recrutés dans le cadre de contrats, a indiqué à l'APS le directeur de ladite annexe, Hamza Ouadah.

Durant quatre jours, les participants bénéficieront de cours comportant des explications détaillées sur les méthodes et les approches pédagogiques de l'enseignement, ainsi que sur les techniques de communication entre les enseignants et les apprenants des classes d'alphabétisation. Le programme prévoit également des enseignements dans les domaines de la psychologie clinique et de la psychologie de l'éducation, ainsi qu'une initiation à la culture juridique, a-t-on souligné de même source.

Le programme comprend également la projection de vidéos présentant les méthodes modernes d'enseignement adoptées dans les classes d'alphabétisation en Algérie, indique-t-on.

Cette session sera aussi l'occasion de présenter aux participants le nouveau programme national de lutte contre l'analphabétisme, élaboré par le ministère de l'Education nationale au titre de l'année scolaire en cours.

Par ailleurs, un atelier pratique est prévu lors de la dernière journée de formation. Il portera sur la présentation de modèles de cours d'alphabétisation élaborés selon les méthodes pédagogiques modernes adaptées à cette catégorie d'apprenants, a ajouté la même source.

Cette formation vise à permettre aux nouveaux enseignants d'acquérir des compétences et des expériences supplémentaires afin d'améliorer leur communication avec les apprenants et de renforcer leurs capacités pédagogiques et psychologiques, contribuant ainsi à améliorer le fonctionnement des classes d'alphabétisation, a précisé M. Ouadah.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de formation élaboré par l'annexe, qui prévoit l'organisation d'une série de sessions de formation au profit des enseignants des classes d'alphabétisation tout au long de l'année scolaire en cours.

A noter que l'annexe de wilaya de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes compte actuellement près de 313 classes d'alphabétisation, encadrées par 343 enseignants contractuels auprès de l'Office.

R.C

SPORTIVES

ACTUALITÉS

JUDO / OPEN AFRICAIN D'ABIDJAN 2026

L'ALGÉRIENNE AMINA DOUNIAZED REZOUG EN OR CHEZ LES -70 KG

La judokate algérienne Amina Douniazed Rezoug a décroché la médaille d'or chez les moins de 70 kilos, au tournoi international "Open Africain d'Abidjan 2026", lundi, au moment où sa compatriote Lena Maria Djeriou a pris la médaille de bronze chez les moins de 52 kilos.

Rezoug a commencé par dominer l'Ivoirienne Aude-Axelle Okobé dans la Poule (D), avant d'enchaîner avec l'Américaine Melissa Meyers, puis la Camerounaise Zita Ornella Biami, s'adjugeant ainsi la médaille d'or dans sa catégorie de poids. De son côté, Djeriou a bien entamé la compétition en dominant la nigérienne Rabilatou Mamane Ali dans la Poule (B), avant de s'incliner en demi-finale contre la Camerounaise Marie Celine Baba Matia.

Mais elle s'était bien ressaisie dans la petite finale pour la troisième place, où elle a assez facilement battu la Capverdienne Evenilde Mendes, s'adjugeant ainsi la médaille de bronze.



Plus de 100 judokas (59 messieurs et 44 dames), représentant 22 pays, ont participé à cet important évènement international, qui a mis en jeu un nombre considérable de points, susceptibles d'aider les lauréats à améliorer leur classement mondial.

Avec 31 judokas engagés (21 messieurs et 10 dames), la Côte d'Ivoire (Pays hôte) était la nation la mieux représentée dans ce tournoi, devant l'Arabie saoudite (10) et le Burkina Faso (9), au moment où certains pays n'ont engagé qu'un seul athlète, notamment, le Rwanda, Madagascar, l'Allemagne, l'Egypte, le Ghana, Maurice, le Gabon et l'Afrique du Sud.

FOOTBALL / MONDIAL DES AMPUTÉS (GR. A / 1re JOURNÉE) :

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE TIENT EN ÉCHEC LE MEXIQUE (1-1)

La sélection nationale algérienne de football des amputés a réalisé une bonne opération en tenant en échec son homologue mexicaine (1-1), championne en titre de la Gold Cup et pays organisateur, lundi, pour le compte de la première journée du groupe A, du Championnat du monde, qui se déroule du 13 au 22 novembre à San Juan de Los Lagos, au Mexique.

Les Algériens ont ouvert le score dès la 8e minute par leur capitaine Abderraouf Ouchenne, sur penalty, avant que Hugo Rafael Carabes L?pez ne remette les deux équipes à égalité à la 11e minute, également sur penalty.

Au terme d'une rencontre très équilibrée, les protégés de l'entraîneur national Boumediene Megaiz ont ainsi réussi à décrocher un précieux point face à l'un des prétendants à jouer les premiers rôle lors de ce mondial, confirmant leur capacité à rivaliser avec des formations de référence, à l'occasion de leur première participation à un rendez-vous mondial.

Avec quatre points au compteur, à la faveur de ce match nul face au Mexique et de leur victoire sur tapis vert (3-0) contre le Liberia, dont le forfait a été officiellement enregistré par les organisateurs, les Algériens ont fait un grand pas vers la qualification pour les huitièmes de finale.

Un objectif désormais à leur portée, avant leur deuxième et dernière sortie dans cette phase de groupes.

Les coéquipiers d'Abderraouf Ouchenne retrouveront mardi leur homologue italienne, à partir de 2h30 (heure algérienne), dans une confrontation qui revêt également une grande importance pour la suite de leur parcours. Les Italiens, qui avaient concédé une défaite face au Mexique (2-1) lors du match d'ouverture, tenteront de se relancer et de préserver leurs chances de qualification.

Pour les Algériens, l'enjeu sera de confirmer leur bonne entrée en matière et de terminer cette première phase sur une note positive, afin de poursuivre leur parcours dans cette compétition mondiale et de marquer de la meilleure manière cette première apparition à ce niveau.

Vingt quatre pays participent au Mondial Mexicain. Ils ont été répartis en six groupes de quatre sélections, et à l'issue des matchs du premier tour, les deux premières équipes de chacune des six groupes seront qualifiées directement pour les huitièmes de finale, en plus des quatre meilleurs troisièmes.

R.S

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

RÉUNION DE TRAVAIL SUR LES MOYENS DE LEUR EXPLOITATION POUR LE SPORT SCOLAIRE

Les modalités d'exploitation des infrastructures sportives relevant de l'Office du complexe omnisports de la wilaya de Tlemcen au profit du sport scolaire, au titre de la saison sportive 2026-2027, ont été au centre d'une réunion de travail ayant regroupé, dimanche, la direction du complexe et les représentants de la Ligue de wilaya du sport scolaire, a-t-on appris auprès de cet Office.

La rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination entre les deux organismes et de la garantie d'une exploitation optimale de ces infrastructures, a été consacrée à l'examen des mécanismes de coopération et à la définition des modalités d'accès aux installations sportives relevant de l'Office.

L'objectif est de mettre à la disposition des élèves des espaces adaptés à la pratique des activités sportives scolaires, d'élargir les possibilités de participation aux différentes disciplines sportives, ainsi que d'améliorer les conditions de préparation, d'entraînement et d'organisation des compétitions scolaires, a précisé la même source.

Cette initiative revêt une importance particulière dans le contexte des efforts visant à redonner au sport scolaire et universitaire toute sa place, conformément aux orientations des pouvoirs publics qui ambitionnent de renforcer la position du sport dans les milieux éducatif et universitaire.

Ces deux espaces sont considérés comme des lieux essentiels pour la détection des jeunes talents, le développement



de leurs capacités et la constitution d'un vivier destiné à alimenter les différentes disciplines sportives en jeunes athlètes prometteurs. La mise à disposition des infrastructures et des équipements sportifs au profit des élèves et des étudiants constitue également une condition indispensable pour élargir la base de la pratique sportive et promouvoir les compétitions scolaires et universitaires, a-t-on souligné.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le partenariat entre les organismes chargés de la gestion des infrastructures sportives et les ligues sportives scolaires, à travers la coordination des programmes, la mutualisation des efforts et la valorisation des moyens disponibles.

Cette démarche devra contribuer à améliorer les conditions de la pratique sportive en milieu scolaire et à ancrer la culture de l'activité physique auprès des jeunes générations, a conclu la même source.

R.S

FOOT/ LIGUE 1

FARÈS FELLAHI NOMMÉ DIRECTEUR SPORTIF DE L'ES SÉTIF

La direction de l'ES Sétif a annoncé, dimanche dans un communiqué, la nomination de l'ancien attaquant international Farès Fellahi au poste de directeur sportif du club phare des Hauts-Plateaux.

Le nouveau dirigeant entre officiellement en fonctions dès ce dimanche 15 novembre 2026. Sa première mission consistera à restructurer l'encadrement de l'équipe première, notamment par la désignation d'un nouvel entraîneur principal et la mise en place du staff technique, a-t-on précisé. A travers cette nomination, l'administration de l'Aigle Noir mise sur l'expérience et la connaissance parfaite de la maison sétifienne de son ancien buteur emblématique afin de redynamiser le projet sportif du club pour la suite de la saison. Tout en lui souhaitant pleine réussite dans ses nouvelles responsabilités, la direction de l'ES Sétif a appelé ses supporters à soutenir l'équipe et sa nouvelle direction technique. A l'issue de la 9e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, l'ES Sétif occupe la 10e place au classement général avec neuf points et un match en moins.

R.S

ACTUALITÉS SOCIOCULTURELLES

DEUXIÈME ÉDITION DES « AMBASSADEURS CULTURELS DE LA JEUNESSE ALGÉRO-CHINOISE »

CINQ JEUNES ALGÉRIENS PRIMÉS POUR LEURS PROJETS INNOVANTS

Dans le cadre du rapprochement culturel et du renforcement des relations historiques entre l'Algérie et la Chine, il a été procédé à la remise des prix du projet « Ambassadeurs culturels de la jeunesse algéro-chinoise » à cinq lauréats algériens pour leurs projets innovants.

Par Malika Azeb



Sur les 165 œuvres initialement en lice, 30 candidats ont accédé à la demi-finale et cinq ont été sélectionnés à l'issue de cette compétition. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée à l'hôtel Sheraton Club des Pins d'Alger, en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, de la représentante du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mme Aïcha Tagabou, de Mme Chahrazad Benboulaid, membre de l'Assemblée populaire nationale (APN), et de représentants du groupe Sinopec, entreprise chinoise spécialisée dans l'énergie et la pétrochimie, organisatrice de l'événement.

Mme Tagabou a, dans son intervention, indiqué que cette initiative « traduit le niveau élevé et distingué atteint par les relations algéro-chinoises et la volonté de la nouvelle génération de les préserver », tout en rappelant la profondeur des liens historiques entre les deux pays.

De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie a mis en avant l'importance de cet événement, qui s'inscrit dans le cadre du « renforcement des relations diplomatiques et culturelles entre l'Algérie et son pays », visant à favoriser les échanges culturels et à consolider l'amitié traditionnelle entre les deux pays.

M. Dong a également indiqué que cet événement, qui marque aussi les 70 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Afrique, ainsi qu'entre la Chine et les pays arabes, met en lumière une amitié ancrée dans l'histoire et résolument tournée vers l'avenir. Le représentant de Sinopec en Afrique, M. Wei Dong, a, pour sa part, souligné que cet événement, organisé pour la deuxième année consécutive, vise à « renforcer les échanges culturels à travers l'art et la culture et à découvrir la richesse culturelle de l'autre ».

Ce diplomate a également mis l'accent sur le rôle central de la jeunesse dans la consolidation de ces relations.

De son côté, la directrice des relations publiques de Sinopec Investissement Algérie, Mme Hafida Cheikh, a mis en exergue la place singulière de la diplomatie culturelle qui occupe, a-t-elle dit, une « place singulière dans le rapprochement entre les deux pays ».

Les lauréats, choisis parmi les 15 finalistes retenus pour participer à cette édition, ont présenté, tour à tour, leurs projets innovants pour promouvoir la connaissance réciproque des deux cultures et renforcer les liens entre les deux peuples.

Selon les organisateurs, les cinq lauréats se verront offrir un voyage culturel en Chine, leur permettant de « découvrir notamment la richesse de la civilisation chinoise, son patrimoine millénaire, son artisanat ainsi que ses avancées technologiques ».

Les œuvres des candidats finalistes ont été évaluées par un jury composé de membres algériens et chinois, dont des enseignants et des traducteurs de la langue chinoise. Organisé depuis 2025, le projet « Ambassadeurs culturels de la jeunesse algéro-chinoise » a pour but d'encourager les jeunes talents algériens et chinois afin de contribuer au rapprochement culturel entre l'Algérie et la Chine.

MA

ARTS DÉCORATIFS ARCHITECTURAUX EN ALGÉRIE

TLEMCEN LEUR CONSACRE UN COLLOQUE INTERNATIONAL

Les travaux d'un colloque international consacré aux arts décoratifs architecturaux en Algérie ont débuté lundi au Centre des études andalouses, dans la wilaya de Tlemcen.

La directrice du Centre national de recherche en préhistoire, anthropologie et histoire (CNRPAH), Souhila Merzouk, dont l'établissement est à l'origine de cette rencontre de deux jours, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale du patrimoine culturel immatériel, a souligné que "la décoration architecturale n'a jamais constitué une simple touche esthétique éphémère".

Elle a ajouté qu'elle représente un langage artistique et culturel profond qui "dépasse les limites de la forme, en contribuant à l'organisation des espaces, à l'expression des courants intellectuels et idéologiques, ainsi qu'à la mise en valeur des savoir-faire techniques et artisanaux développés par l'être humain à travers les différentes époques".

La responsable a également souligné que "le patrimoine décoratif en Algérie constitue un reflet fidèle de la succession des civilisations, depuis les périodes anciennes, en passant par les époques islamique et ottomane, jusqu'à l'architecture saharienne et moderne", relevant que cette richesse s'est traduite par une combinaison singulière de matériaux, de techniques et de styles artistiques.

De son côté, la chercheuse au sein du même centre, Sabah Ferdi, a évoqué les travaux de plusieurs auteurs africains consacrés à la décoration, à l'image et aux vestiges archéologiques. Elle a notamment relevé que "l'étude de la décoration dans l'Afrique ancienne ne se limite pas à la description des formes, mais vise également à comprendre ce que les sociétés africaines de l'Antiquité cherchaient à exprimer à travers celles-ci".

Dans une communication consacrée aux caractéristiques de la décoration architecturale à Tlemcen durant l'époque zianide, Sidi Mohamed Negadi, de l'Université de Tlemcen, a mis en évidence le rôle de la situation géographique de la ville, de la composition de sa société, de ses spécificités culturelles et de son développement civilisationnel dans l'émergence de modèles décoratifs distinctifs.

Ces derniers se caractérisent notamment par la finesse de leur exécution, la diversité de leurs formes et de leurs couleurs, ainsi que par la richesse des ornements réalisés en plâtre, en zellige et en bois.

Pour sa part, Zerki Cherki, de la même université, a abordé les manifestations du renouvellement et de l'innovation dans l'art décoratif architectural de la Kalaâ des Béni-Hammad. Il a mis en évidence les importantes données que recèle ce monument historique sur les caractéristiques artistiques de l'architecture hammadide et ses sources d'inspiration, les innovations introduites par les artistes et artisans hammadides, ainsi que les influences qui se sont propagées depuis la Kalaâ des Béni-Hammad vers le bassin méditerranéen.

Le programme de la première journée de ce colloque a été marqué par la présentation de plusieurs communications scientifiques portant sur différentes thématiques, notamment "L'esthétique de l'éclairage et l'utilisation de la décoration architecturale dans l'architecture islamique en Algérie", "Les ornements en bois dans les édifices civils de la ville d'Alger" et "Les portes de la Kalaâ des Béni-Abbès : savoir-faire technique et esthétique décorative", entre autres.

Cette rencontre réunit des enseignants et des chercheurs nationaux et étrangers, notamment de France, du Portugal, d'Egypte, d'Espagne et d'Italie.

Les communications programmées pour la deuxième journée porteront notamment sur "Les nouvelles technologies au service du patrimoine architectural", "Les revêtements céramiques dans l'architecture de la ville d'Alger" et "Le zellige dans l'architecture algérienne", ainsi que sur d'autres thématiques liées à la préservation et à la valorisation du patrimoine architectural.

RC

ECHANGES CULTURELS

GHARDAÏA DÉCOUVRE LE PATRIMOINE DE BLIDA

Par Sarah Flifti

Musique andalouse et chaâbie, artisanat traditionnel, poésie et expositions sont au programme de la semaine culturelle de Blida, ouverte dimanche soir à Ghardaïa. Une initiative destinée à faire connaître les richesses de cette wilaya et à encourager les échanges entre les acteurs culturels des deux régions.

La wilaya de Blida a investi la scène culturelle de Ghardaïa à travers une programmation mettant en avant la diversité de ses expressions artistiques et la richesse de son patrimoine. Lancée dimanche soir à l'Institut polyvalent de Bouhraoua, cette manifestation se poursuit jusqu'au 19 novembre.

Durant cinq jours, le public de Ghardaia pourra découvrir plusieurs facettes de la culture blidéenne, notamment à travers des prestations musicales consacrées aux répertoires andalou et chaâbi. Des spectacles folkloriques, des lectures poétiques ainsi que des expositions consacrées aux livres et à l'artisanat traditionnel viennent également enrichir cette programmation.

Au-delà des représentations artistiques, des conférences et des rencontres-débats sont prévues autour de l'histoire de Blida et de son patrimoine. Ces rendez-vous permettront de mettre en lumière les particularités culturelles de la région et de favoriser les échanges autour de son héritage historique et artistique.

La directrice de la Culture et des Arts de la wilaya de Blida, Soumia Hachifa Mebarek, a souligné que cette semaine culturelle constituait une occasion de présenter les spécificités de sa région et de faire connaître ses différentes richesses patrimoniales. Elle a notamment mis en avant la diversité des disciplines représentées, allant de la musique à la littérature, en passant par les métiers de l'artisanat.

Les exposants présents ont, pour leur part, salué cette initiative, qui leur offre l'opportunité de présenter leurs créations au public de Ghardaïa et de partager leur savoir-faire avec de nouveaux visiteurs.

Inscrite dans une démarche de rapprochement culturel entre les wilayas, cette rencontre entend également créer des passerelles entre artistes, intellectuels, artisans et représentants de la société civile. Elle ambitionne ainsi de favoriser le partage d'expériences et de faire émerger de nouvelles perspectives de coopération dans le domaine culturel.

S.F

DES FAITS ET DES VÉRITÉS... DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

NÉGOCIATIONS SUR L'UKRAINE

POURQUOI LES ÉTATS-UNIS VEULENT ASSOCIER L'EUROPE

Les négociations d'Abou Dabi se sont achevées sans percée majeure, mais ont débouché sur un résultat important: les États-Unis ont modifié leur approche face aux exigences de Moscou. Il ne s'agit plus seulement de l'Ukraine, mais d'une révision de l'architecture européenne de sécurité. La participation future de l'Europe aux négociations dépend toutefois de la décision de Poutine.

Par Alexandre Lemoine
In mondialisation.ca,
13 novembre 2026



En entrant dans la salle de conférence d'Abou Dabi pour annoncer les résultats de deux jours de négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine, Jared Kushner n'a même pas cherché à dissimuler la difficulté des échanges.

« La réalité, c'est qu'il n'y a actuellement aucune confiance entre les parties. Les discussions ont été très ardues », a déclaré le gendre de Donald Trump à l'issue des négociations, relayé par Politico.

Selon les personnes présentes, les délégations, l'une dirigée par un conseiller du Kremlin, l'autre par le chef du renseignement ukrainien, ont abordé un certain nombre de questions complexes, dont la plus épineuse: le sort des territoires contestés. Chaque partie a défendu fermement ses objectifs.

Toutefois, au fil des négociations, le climat a sensiblement évolué. Mardi, alors que la réunion durait quatre heures et demie, des représentants officiels bien informés à Abou Dabi les ont qualifiées de « constructives ». Mercredi, la réunion s'est achevée au bout de deux heures seulement, et ils se sont contentés de dire que l'échange avait été « neutre ».

Le résultat le plus significatif annoncé est un échange de prisonniers en préparation, une question d'une urgence extrême. Selon Kushner, il pourrait s'agir du plus important depuis le début du conflit. Les parties n'en ont toutefois pas révélé l'ampleur.

L'OBJET DES NÉGOCIATIONS

Selon Kushner, en deux jours, il n'est pas resté un seul sujet tant soit peu significatif que les parties n'aient abordé. Il a reconnu que la question la plus « difficile » à régler sera manifestement celle des territoires.

Il est difficile d'imaginer que cette question puisse être réglée rapidement. Toutefois, en privé, des représentants américains admettent que les parties ont fait preuve d'une certaine disposition au compromis sur les revendications territoriales.

Zelensky reste convaincu, et les médiateurs américains semblent partager cet avis, que le sort des territoires ukrainiens ne peut être discuté qu'au niveau des chefs d'État. Mais une telle rencontre est encore très lointaine.

« There's not great trust or love between the leaders » (Il est évident qu'il n'y a entre les dirigeants ni grande confiance ni sympathie mutuelle), a observé Kushner.

SUR QUOI EST-ON PARVENU À S'ENTENDRE?

Sur un échange massif de prisonniers, potentiellement le plus important depuis le début de l'opération spéciale en 2022. Mais cet accord n'est pas encore définitif. Kushner a laissé entendre que sa mise en œuvre dépend de l'approbation de Vladimir Poutine. Il compte l'obtenir jeudi lors de son déplacement à Moscou.

« L'un des aspects positifs est que nous sommes convenus de procéder à la plus importante libération humanitaire de prisonniers », a déclaré Kushner.

Jeudi, Jared Kushner et Steve Witkoff, un autre envoyé spécial de Trump, se sont rendus « à Moscou pour rencontrer le président Poutine afin de discuter de ce qui a été abordé et de tenter de progresser sur un certain nombre de questions ».

QUELLE EST LA SUITE?

Le déplacement à Moscou revêt une importance décisive. Kushner a indiqué que l'un des principaux objectifs de sa rencontre avec Poutine est d'obtenir l'accord du président russe sur la participation des Européens au prochain cycle de négociations.

« J'espère qu'à Moscou, Steve et moi réussiront et que le président Poutine donnera son feu vert. S'il accepte, je pense que nous pourrons aller beaucoup plus loin », a déclaré Kushner.

Les représentants américains prévoient ensuite de se rendre à Dublin pour rencontrer personnellement Zelensky et tenter de faire avancer le processus de négociation.

La partie ukrainienne souhaite convenir le plus rapidement possible de la date du prochain cycle de négociations. Kiev espère parvenir à un accord avant la fin de l'année. Le temps presse: la Russie intensifie ses frappes contre les réseaux électriques et les infrastructures énergétiques ukrainiens, alors qu'un nouvel hiver approche.

LE TOURNANT MAJEUR

Le moment sans doute le plus déterminant de ces derniers jours est le changement de position des États-Unis. En réalité, les négociations n'ont jamais porté exclusivement sur les relations entre la Russie et l'Ukraine. Depuis que Trump est revenu au pouvoir il y a près de deux ans, Kiev et Bruxelles tentaient de convaincre Washington de prendre plus au sérieux leurs arguments. Il semble que les efforts des alliés européens de l'Ukraine commencent à porter leurs fruits.

Désormais, Kushner et Witkoff souhaitent que des représentants européens participent au prochain cycle de négociations. Cela permettrait d'aborder l'une des questions les plus fondamentales pour Poutine, à savoir les relations avec l'Otan et l'avenir du système européen de sécurité.

« Nous avons besoin que les Européens soient à la table des négociations. Nous l'avons déjà dit directement à plusieurs reprises au président Poutine et à son équipe: le seul moyen d'aboutir à un résultat, c'est d'impliquer les Européens. Et je pense qu'ils sont prêts à l'envisager », a déclaré Kushner en répondant à une question de Politico.

Les négociateurs ukrainiens ont noté que la position russe avait commencé à s'assouplir et que Moscou avait manifesté une disposition au dialogue seulement après que les États-Unis ont abordé la question des arrangements post-conflit concernant les deux parties.

LA QUESTION CLÉ POUR L'EUROPE

C'est une chose de recevoir une invitation aux négociations avec la Russie et l'Ukraine (les Européens n'en ont d'ailleurs toujours pas bénéficié). C'en est une tout autre d'y participer et d'influer réellement sur le cours des discussions. Pour cela, l'Europe devra désigner ses représentants, en faisant un choix judicieux.

Zelensky a déclaré qu'il souhaitait participer au choix de la personne qui parlera au nom de l'Europe. Il estime que le représentant doit être unique, et il espère que les Européens se décideront d'ici la fin du mois.

Pour l'heure, les Européens sont loin d'être unanimes. Aux négociations d'Abou Dabi (non pas directement à la table, mais en marge de la réunion principale) étaient présents des représentants de la Commission européenne, du Conseil européen, de l'Otan, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie.

Toutefois, selon Kushner, « si l'Europe parvenait à désigner une seule personne pour parler en son nom, ce serait un accomplissement encore plus grand que d'obtenir l'accord de la Russie pour inclure les Européens dans les négociations ».

UN MOMENT PÉRILLEUX POUR L'EUROPE

Même si les dernières négociations n'ont pas abouti à d'autres résultats, l'Europe (qui craignait depuis des mois d'être mise à l'écart) sera désormais directement impliquée dans les négociations les plus déterminantes de l'histoire récente du continent, à condition, bien entendu, que Poutine donne son accord.

L'une des questions clés est de savoir dans quelle mesure les modifications du système européen de sécurité fondé sur l'Otan seront liées aux négociations de paix sur l'Ukraine.

Les pays européens réclament depuis longtemps les garanties de sécurité les plus solides possibles pour l'Ukraine afin d'empêcher la Russie d'envoyer de nouveau ses troupes une fois les hostilités terminées.

Les représentants américains, de leur côté, envisagent la possibilité de conclure avec l'Ukraine un accord de défense collective selon le modèle de l'Otan. Qui plus est, l'Alliance elle-même pourrait se porter garante d'un tel accord.

Les capitales européennes estiment que l'ordre dans lequel les questions seront discutées revêt une importance décisive. La partie européenne a fait savoir qu'elle était prête à envisager une transformation de la sécurité globale du continent pour répondre aux préoccupations de la Russie, parallèlement au processus de paix en Ukraine.

Les Européens ne souhaitent cependant pas s'engager dans une refonte majeure du système de sécurité tant que la paix n'est pas conclue.

En définitive, tous les accords auxquels les représentants des parties peuvent parvenir dans la salle de négociation restent provisoires. Un seul coup de téléphone de Poutine à Trump suffirait à tout changer.

ALEXANDRE LEMOINE

INTERNET

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE PARADOXE DE L'ÂNE DE BURIDAN

Qui n'a jamais été face à un choix cornélien ? Entre deux options qui semblent tout aussi intéressantes, il est parfois difficile de trancher. Cette situation, aussi banale soit-elle, nous renvoie à une célèbre fable philosophique : celle de l'âne de Buridan

L''âne de Buridan est une fable philosophique célèbre, attribuée (de manière apocryphe) au philosophe scolastique Buridan et mettant en scène un âne qui se laisse mourir de faim, faute d'avoir pu choisir entre entre un plat d'avoine et un seau d'eau.

Ce paradoxe est tellement célèbre qu'il a fait l'objet de plusieurs commentaires et interprétations philosophiques, et a même inspiré Voltaire :

"Connaissez-vous cette histoire frivole
D'un certain âne illustre dans l'école ?
Dans l'écurie on vint lui présenter
Pour son diner deux mesures égales,
De même force, à pareils intervalles ;
Des deux côtés l'âne se vit tenter
Également, et, dressant ses oreilles,
Juste au milieu des deux formes pareilles,
De l'équilibre accomplissant les lois,
Mourut de faim, de peur de faire un choix

Quelle leçon pouvons-nous en tirer dans notre vie quotidienne ?



Le paradoxe de l'âne de Buridan est une allégorie riche en enseignements.

Cette parabole pourrait illustrer d'une certaine manière les raisons pour lesquelles nous pouvons être paralysés lorsqu'il s'agit de prendre une décision

La peur de l'erreur : Comme l'âne, nous avons tous peur de faire le mauvais choix et de le regretter. Cette peur de l'incertitude peut nous paralyser et nous empêcher d'avancer.

L'abondance des options : Dans notre société de consommation et de manière générale dans la société moderne, nous sommes constamment bombardés de choix (choix amoureux, professionnels, achats, sorties, voyages etc.). Cette surabondance peut être source d'angoisse et nous rendre incapables de prendre une décision.

La quête de la perfection : Nous avons tendance à vouloir trouver la solution idéale, à ne pas accepter la part d'incertitude ce qui peut nous empêcher de nous décider. Or, la perfection n'existe pas et il faut parfois accepter de faire des compromis / Il est impossible d'éliminer tout risque d'erreur. Accepter cette incertitude et apprendre à vivre avec est essentiel pour progresser.

Cette parabole peut également participer à nous donner des clés pour sortir de cette impasse ou de l'inaction face à une décision difficile à prendre.

D'abord accepter l'incertitude : Il est impossible d'éliminer tout risque d'erreur. Apprendre à vivre avec l'incertitude est essentiel pour avancer.

Ensuite comprendre que L'inaction mène à la stagnation : L'âne, en ne choisissant pas, meurt. Cela souligne l'importance de prendre des décisions, même si elles semblent difficiles ou si les options paraissent équivalentes.

Enfin faire un choix. Le choix est le moteur de l'action : C'est en choisissant que nous nous engageons et que nous avançons dans la vie. Il vaut mieux faire un choix et avancer que de demeurer éternellement dans l'indécision et ne pas bouger.

Culture philosophique

Bien sûr, il existe de multiples interprétations quant à cette fable philosophique.

De manière générale, le paradoxe met également en lumière le problème du déterminisme et de l'indétermination dans les actions humaines.

Si l'âne est parfaitement rationnel et les deux choix sont parfaitement égaux, il semble n'avoir aucune base pour prendre une décision. Cette parabole serait donc une preuve par l'absurde que dans la réalité le choix se fait toujours.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 16/11/2026

QUAND LE LION CHOISIT DE MARCHER SANS RUGIR

Il y a bien longtemps, avant que le lion ne soit couronné roi de la savane, on le craignait plus que pour sa force, pour son rugissement. Lorsqu'il lançait sa voix, les arbres tremblaient, les rivières tremblaient, et même le vent semblait s'arrêter. Toutes les créatures s'inclinaient devant lui, car son rugissement était porteur d'autorité.

Mais avec le temps, le lion devint fier de ce don. Il rugissait pour réveiller le soleil, pour disperser les antilopes, même quand ce n'était pas nécessaire. Certains animaux commencèrent à murmurer : « Rugit-il parce qu'il est fort, ou est-il fort seulement parce qu'il rugit ? »

Un jour, une sécheresse s'abattit sur le pays. La nourriture se fit rare, les points d'eau rétrécirent, et le lion rugit plus fort que jamais pour maintenir les autres dans le droit chemin. Pourtant, son bruit ne fit que semer la peur, pas l'unité. Les troupeaux se dispersèrent au loin, les plus petits animaux se cachèrent, et même ses plus proches alliés gardèrent leurs distances.

Un soir, alors que le lion était assis près d'un lit de rivière fissuré, trop fatigué pour rugir, un petit oiseau se percha à côté de lui. « Puissant », dit doucement l'oiseau, « tu as si souvent utilisé ta voix que personne ne se souvient de ton silence. Essaie de marcher sans elle. »

Le lion fronça les sourcils mais resta silencieux. Le lendemain matin, il parcourait la savane sans rugir. Les antilopes ne se dispersèrent pas, elles inclinèrent la tête. Les éléphants ne reculèrent pas, ils lui offrirent de l'eau avec leur trompe. Même les plus petites créatures s'avancèrent, ne tremblant plus. Le lion comprit que sa véritable force ne résidait pas dans le bruit qu'il faisait, mais dans le respect qu'il gagnait en se comportant avec dignité. À partir de ce jour, il ne rugit que lorsque cela était



nécessaire : une fois pour marquer sa présence, une fois pour protéger les faibles, et une fois pour honorer l'aube.

On dit donc que le rugissement du lion résonne rarement, mais que lorsqu'il résonne, la terre entière l'écoute.

Moralité du conte :

1. La puissance ne se prouve pas par le bruit, mais par la retenue.
2. Le respect est plus grand que la peur.
3. La vraie force est silencieuse jusqu'à ce qu'elle doive parler.

Écrit par @RandomFacts.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 25/9/2026

LE CERF ET LE SERPENT VENIMEUX

Un serpent venimeux rampait discrètement entre les feuilles mortes de la forêt. Depuis plusieurs jours, il observait un jeune cerf traverser la clairière avec grâce et sérénité. Il l'enviait en silence. Il ne supportait pas sa démarche assurée, son regard paisible, cette lumière qui l'entourait, alors que lui vivait dans l'ombre, consumé par l'amertume.

Aveuglé par la jalousie, une nuit, il se glissa vers le cerf endormi sous un arbre. Sans un bruit, il le mordit à la patte, libérant tout son venin, toute sa haine. Il voulait le voir tomber, briser sa paix, souiller sa lumière.

Le cerf vacilla. Il sentit le feu du poison s'insinuer dans ses veines, sa patte devenir lourde, son corps vulnérable. Mais il ne s'effondra pas. Au lieu de céder, il se retira dans les profondeurs de la forêt, trouva un ruisseau, but l'eau fraîche, se coucha sous la lune… et laissa le temps et la nature le guérir.

Le serpent savait que ce cerf n'était pas fragile. Son corps était endurant, son âme forgée par les hivers, les silences et les fuites. Il n'avait pas besoin de riposter. Il avait juste besoin de guérir.

Quelques jours plus tard, le cerf revint dans la clairière. Il ne boitait plus. Sa plaie avait cicatrisé, et son esprit, lui, semblait encore plus fort, plus libre.

Le serpent, caché dans l'ombre, le regardait. Il s'agita, tourmenté.

Pourquoi ne s'est-il pas effondré ?

Pourquoi est-il encore debout ?

Pourquoi ose-t-il sourire au soleil ?

Et alors, il comprit une vérité cruelle :

Le poison qui n'avait pas tué le cerf… avait commencé à le ronger, lui. Sa haine, sa jalousie, ses ténèbres… étaient devenues sa propre punition.

Une leçon de la vie

Ne crains pas ceux qui t'attaquent par jalousie. S'ils te blessent, prends de la distance, guéris, mais ne t'arrête jamais. Car il y a en toi une force que d'autres ne comprennent pas.

Et souvent, le poison qui ne te tue pas… finit par détruire celui qui l'a versé.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 27/4/2025

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:46	12:33	12:33	17:40	19:03

IL PARTICIPERA À LA 50E SESSION DE L'APPO ET À L'OUVERTURE DU SIREXE À

MOHAMED ARKAB AUJOURD'HUI À ABIDJAN

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, se rendra à Abidjan, en Côte d'Ivoire, les 17 et 18 novembre prochains. Il participera à la 50e session du Conseil ministériel de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) et à la cérémonie d'ouverture de la 2e édition du Salon international des ressources extractives et de l'énergie (SIREXE). L'information a été annoncée par le ministère dans un communiqué.

Par Saïd Slimani



M. Arkab se rend à Abidjan à l'invitation de son homologue ivoirien, M. Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, et président en exercice de l'Organisation pour l'année 2026. Il sera accompagné d'une délégation du secteur, comprenant notamment le PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, plusieurs cadres du ministère et du groupe, ainsi que l'ambassadrice d'Algérie en Côte d'Ivoire, Mme Selma Bakhta Mansouri, précise le communiqué.

Cette participation traduit la volonté de l'Algérie de continuer à contribuer activement au renforcement de l'action africaine commune. Elle vise aussi à intensifier la coopération et la coordination entre les pays producteurs de pétrole. L'objectif est de soutenir le développement de l'industrie pétrolière et gazière sur le continent, de valoriser ses ressources naturelles et de renforcer sa sécurité énergétique, ajoute la même source.

La 50e session du Conseil ministériel de l'APPO, prévue mardi, sera aussi l'occasion d'examiner plusieurs questions organisationnelles et stratégiques liées aux activités de l'Organisation. Seront notamment abordés le rapport du secrétaire général, les recommandations du Conseil exécutif, ainsi que les décisions relatives à la gestion de l'Organisation et à son programme d'action pour la prochaine période.

M. Arkab participera également, mercredi, à la cérémonie d'ouverture de la 2e édition du SIREXE. Ce salon est organisé du 18 au 22 novembre au Parc des expositions d'Abidjan, sous le haut patronage du président de la République de Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara.

Placée sous le thème « Industries extractives et énergétiques : quelles infrastructures pour soutenir le développement économique en Afrique ? », cette édition sera un espace d'échange de vues et d'expertises. Les discussions porteront sur le développement des infrastructures énergétiques, industrielles et logistiques, le financement des projets, la valorisation locale des ressources naturelles, le renforcement du contenu local et le développement des compétences. Elles aborderont aussi l'appui à l'intégration entre les chaînes de valeur africaines.

La participation de l'Algérie à ces deux événements témoigne de « son engagement en faveur du renforcement de la coopération et de l'intégration africaines dans les domaines des hydrocarbures et des ressources extractives ». Elle illustre également son soutien au développement des partenariats et des investissements, afin de contribuer au développement économique du continent et de consolider sa place dans le paysage énergétique international, conclut le communiqué.

S.S

CATASTROPHES INDUSTRIELLES ET RADIOLOGIQUES

INSTALLATION DES DEUX COMMISSIONS DE SUIVI ET D'ÉLABORATION DES PLANS DE PRÉVENTION

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, lundi, la cérémonie d'installation officielle des deux commissions chargées du suivi de l'élaboration, de l'amendement, de la mise à jour et de l'exécution du Plan général de prévention des risques de catastrophes industrielles et énergétiques ainsi que du Plan général de prévention des risques de catastrophes radiologiques et nucléaires, selon un communiqué du ministère.

L'installation des deux commissions intervient en application des dispositions du décret exécutif 25-132 du 27 avril 2025 fixant les modalités d'élaboration, d'amendement, de mise à jour et d'exécution des plans généraux de prévention des risques de catastrophes et en application des dispositions de la loi 24-04 du26 février 2024 portant les règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable.

Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de l'application de la Stratégique nationale de gestion des risques de catastrophes pour la période 2025-2035 et du renforcement du système de prévention, de préparation et d'intervention.

A cette occasion, le ministre a affirmé que l'installation de ces deux commissions constitue "un pas essentiel dans le processus de renforcement des mécanismes de prévention et de préparation pour faire face aux différents risques liés à l'activité industrielle et énergétique, ainsi qu'aux risques radiologiques et nucléaires.

Il a souligné l'importance pour les membres des deux commissions de s'acquitter des missions qui leur sont assignées avec efficacité et responsabilité, l'objectif étant d'élaborer deux plans globaux répondant aux exigences de prévention et d'intervention, en tenant compte des spécificités des installations et des structures relevant du secteur et de la nature des risques potentiels", ajoute la même source.

M. Adjal a ajouté que le ministère met, à la disposition des deux commissions, tous les moyens nécessaires et leur apporte toutes les formes de soutien et 'accompagnement nécessaires à la réussite de leur travail et à la réalisation des objectifs tracés, appelant les membres à établir une feuille de route claire et intégrée, renfermant un plan d'action opérationnel et précis et définissant les priorités, les étapes de réalisation et les délais, ainsi que les responsabilités incombant à chaque partie.

Il a également insisté sur l'importance d'accélérer le lancement des travaux d'élaboration des deux plans directeurs généraux et de veiller à leur finalisation dans les délais fixés, tout en accordant une attention particulière à l'échange de données, d'informations et d'expertises entre les différents intervenants, afin de garantir l'élaboration de documents de référence intégrés et applicables, en prévision de leur validation, conformément aux procédures réglementaires en vigueur, précise le ministère.

Par ailleurs, le ministre a présidé une réunion de la commission sectorielle de coordination, consacrée à l'étude et à l'examen de plusieurs dossiers liés à l'activité du groupe Sonelgaz et de ses filiales, ainsi qu'au suivi de l'état d'avancement d'un nombre de projets et d'opérations y afférents.

La réunion a permis également d'examiner le bilan de la campagne de rationalisation de la consommation d'électricité, ainsi que la situation des laboratoires du groupe Sonelgaz, outre le dossier relatif à la vente des équipements relevant des anciennes filiales chargées des travaux.

La rencontre a également porté sur plusieurs points techniques et organisationnels, notamment le dossier des canalisations de gaz multicouches, la stratégie des interventions techniques sous tension et au niveau de la haute tension, ainsi que la situation des chefs de centrales et des coordinateurs de permanence et les moyens de renforcer les services par des agents d'exploitation relevant de la Société Sonelgaz-Distribution, indique un communiqué du ministère.

R.A

PROJET DE MODERNISATION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

SAYOUD PRÉSIDE UNE RÉUNION DE COORDINATION

Le ministre des Transports Saïd Sayoud a présidé, lundi, une réunion de coordination consacrée au suivi du projet de modernisation et de développement de l'aéroport international d'Alger, dans le cadre du suivi continu des projets du secteur, indique un communiqué du ministère.

La réunion qui s'est déroulée en présence de cadres du secteur, a été consacrée à "l'examen des différents aspects du projet et à la présentation de l'état d'avancement de sa réalisation, afin de garantir sa mise en œuvre conformément aux objectifs fixés et aux délais impartis", précise la même source.

RA